La LETTRE de *l'UNC Isère*

http://www.unc-isere.fr/wp

Avril 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

«Chine, Russie, Europe de la défense... Les ambiguïtés de la politique étrangère de l'Allemagne»	*Page 2*
Accord entre la Chine et l'Iran : un changement capital ?	*Page 3*
Ankara met la pression sur la base d'Incirlik, qui abrite des armes nucléaires de l'Otan et des forces américaines	*Page 6*
Bataille navale : Vladimir Poutine installe sa marine à Port Soudan	*Page 7*
Danger sur Taïwan	*Page 9*
Gérard Araud – La guerre Chine-États-Unis n'aura pas lieu	*Page 13*
Objectifs politiques de la Chine et stratégie maritime	*Page 15*
La marine française osera-t-elle narguer Pékin en mer de Chine ?	*Page 25*
Pékin et Manille remettent le couvert en mer de Chine méridionale	*Page 28*
Qu'y a-t-il de si difficile à quitter l'Afghanistan ?	*Page 30*
La Chine et la Russie signent un accord pour la construction d'une station lunaire	*Page 34*
Russie : quand le bruit des bottes se fait plus fort aussi en Arctique	*Page 37*

« Chine, Russie, Europe de la défense... Les ambiguïtés de la politique étrangère de l'Allemagne »

La tribune de Jean-Sylvestre Mongrenier (Institut Thomas-More)

© DR

Au seuil de l'année nouvelle, la présidence allemande de l'Union européenne (juillet-décembre 2020) s'était achevée, disait-on, sur un succès d'ensemble. A son actif, un accord de libre-échange entre Bruxelles et Londres ainsi qu'un « accord global » avec Pékin sur les investissements. Ce « grand chelem » était présenté comme celui de l'Union européenne et de ses Etats membres.

L'actualité la plus récente des relations euro-chinoises, alors que les équilibres de richesse et de puissance se déplacent vers l'Asie, invite pourtant à revenir sur une politique allemande qui pose question. S'agit-il pour Berlin d'œuvrer à l'édification d'une « Europe géopolitique », selon le vœu de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, ou de privilégier la défense de ses intérêts économiques et commerciaux ?

Laissons de côté les développements guère heureux des rapports entre Bruxelles et Londres. Il fallait redouter que cet accord de libre-échange, certes souhaitable, ne débouche sur des querelles d'interprétation doublées d'une guérilla quant aux normes qui régissent le commerce, et ce au péril de la stabilité et de la paix civile en Irlande. Comme Michel Barnier (« M. Brexit »), la présidence allemande ne visait qu'à éviter le pire et préserver l'avenir.

« Ventre mou ». Le forcing d'Angela Merkel, afin que l'Union européenne et la Chine populaire concluent un « accord global », suscite en revanche bien des doutes sur le fond. Rappelons que ces négociations furent ouvertes voici plusieurs années, bien avant que la Commission européenne n'en arrive à la conclusion que la Chine populaire constituait un « rival systémique ». Alors qu'il fut précédemment reproché à Donald Trump d'écarter toute coordination euro-atlantique afin de contrebalancer les ambitions de Pékin, l'Allemagne ne daigna pas explorer la voie d'une concertation avec Joe Biden.

Au terme de cette négociation, le parti-Etat chinois ne s'est pas même engagé à respecter les normes de l'Organisation internationale du travail et, par voie de conséquence, à bannir le travail forcé. La question des Ouïghours, celle des Tibétains et des Mongols, le principe de la liberté religieuse aussi ont été balayés de l'esprit. Dans cette affaire, il est regrettable que la France ait plié, quand il eût fallu faire plier Pékin. Assurément, cela aura renforcé la perception chinoise de l'Europe comme « ventre mou » de l'Occident : l'insolente diplomatie des « loups combattants» en témoigne. Il reviendra aux députés européens ainsi qu'aux parlements nationaux de réparer la faute en refusant de ratifier un accord scélérat.

Au vrai, l'importance que Berlin confère à l'achèvement du gazoduc Nord Stream 2, préjudiciable à l'autonomie énergétique de l'Europe ainsi qu'à la sécurité nationale de l'Ukraine et des pays de la région, n'est pas plus rassurante. Soucieuse de compenser l'erreur d'une fermeture précipitée des centrales nucléaires allemandes après l'accident de Fukushima, Berlin renforce sa dépendance au gaz russe, et ce en contradiction avec la politique de fermeté sur laquelle les Alliés se sont entendus après l'agression de l'Ukraine.

Révisionnisme géopolitique. Depuis, le retour de Moscou dans l'Eurasie post-soviétique, de la Biélorussie au Caucase du Sud, la projection de sa puissance en Méditerranée ainsi qu'en Afrique, ont confirmé le diagnostic : l'Occident doit faire face au révisionnisme géopolitique de la Russie, alliée à la Chine populaire, un front capable de rompre les équilibres. La Turquie pourrait basculer.

Aussi la primauté accordée par Berlin à des intérêts énergétiques de court terme pourrait-elle laisser croire que l'Allemagne renoue avec les délices et poisons d'une malhabile politique de balancier entre Est et Ouest. Au risque d'activer à nouveau, du côté français, le « complexe de Rapallo », par référence à l'accord germano-soviétique de 1922. De telles ambiguïtés obèrent la prétention de Paris à édifier une Europe plus intégrée – sur les plans politique, diplomatique et militaire –, avec pour socle un improbable « couple franco-allemand », expression plus française qu'allemande. Les dirigeants allemands s'avèrent en quelque sorte plus lucides que leurs homologues français sur la possibilité d'un tel projet et, en contrepartie, sur l'importance de l'Otan dans la vitalité d'une Europe une et libre.

De fait, le projet de défense européenne porté par Emmanuel Macron constitue pour l'essentiel une « Europe des capacités » centrée sur la coopération militaro-industrielle. Encore importe-t-il d'être conscient des obstacles auxquels se heurtent les deux grands programmes franco-allemands, le système de combat aérien du futur et le *main ground combat system* (le « char du futur »). La volonté de l'Allemagne de se poser en leader dans l'industrie européenne d'armement terrestre, au détriment de Nexter, et de combler son retard en matière d'aéronautique militaire, menace les savants équilibres censés régir les rapports entre Paris et Berlin.

Contrées réfractaires. Les enjeux vont au-delà des rivalités technico-industrielles. En termes de capacités militaires et de spécificités techniques des armements, le calcul allemand est d'abord continental et marchand : la seule défense de l'Europe (nécessaire) et la conquête des marchés au sein de l'Otan. Pour sa part, la France, engagée dans la « plus grande Méditerranée », en Afrique et jusque dans la zone Indo-Pacifique, maintient un effort global. Il lui faut projeter au loin ses forces et affirmer sa présence sur des marchés extérieurs, dans des contrées réfractaires aux critères de la démocratie libérale. Les ordres de grandeur, les impératifs diplomatiques et les besoins des armées ne sont pas les mêmes.

In fine, là réside l'essentiel. D'étroits rapports franco-allemands sont certes essentiels à la stabilité du continent. Mais, face aux défis d'envergure mondiale d'une grande Eurasie sino-russe et de nouvelles routes de la soie centrées sur Pékin, l'Europe ne suffira pas. On imagine difficilement la marine allemande venir porter secours aux territoires français de la zone Indo-Pacifique…

Dans ce vaste ensemble spatial, nouveau barycentre de la politique mondiale, la politique étrangère française reposera sur l'alliance américaine, des convergences régionales avec la « Global Britain », voire sur le ralliement au Quad indopacifique, aux côtés de l'Inde, de l'Australie et du Japon. Les solidarités géopolitiques qu'il importe d'amplifier et d'élargir sont pan-occidentales, de l'Atlantique à l'Indo-Pacifique, très au-delà donc du tandem Paris-Berlin.

Jean-Sylvestre Mongrenier, chercheur à l'Institut Thomas More, vient de publier une note intitulée « Les ambiguïtés de la politique étrangère allemande et les angles morts du tandem Paris-Berlin ». Il est également l'auteur de Géopolitique de l'Europe *(PUF, Que-sais-je ?, 2020).*

Accord entre la Chine et l'Iran : un changement capital ?

Selon l'ancienne diplomate Hua Liming, Pékin faisait jusqu'ici preuve de prudence dans ses relations avec la République islamique, pour éviter de contrarier Washington. Les deux parties ont salué le nouvel accord, qui comprend des accords sur l'approvisionnement en énergie et la sécurité.

Traduction Alban Wilfert pour Conflits

L'ancien ambassadeur de la Chine à Téhéran a déclaré que l'accord conclu par la Chine avec l'Iran pour une durée de 25 ans témoigne d'un changement de stratégie au Moyen-Orient, à l'heure où les relations avec les États-Unis se détériorent. Face à la pression croissante exercée par les États-Unis, la Chine et l'Iran ont signé le pacte de coopération énergétique, économique et sécuritaire la semaine dernière.

« L'accord et le voyage de Wang Yi [le ministre des Affaires étrangères] marquent un changement capital sur le plan des relations de la Chine avec l'Iran et la région », a déclaré Hua Liming, ancien ambassadeur de Chine à Téhéran.
Consciente de la délicatesse de la question iranienne pour les États-Unis, la Chine avait pris garde à tout rapprochement avec la République islamique depuis l'établissement de liens officiels avec Washington en 1979, selon Hua, qui a été l'envoyé de Pékin à Téhéran de 1991 à 1995.

« Depuis l'administration Carter, les États-Unis ont régulièrement rappelé à la Chine ses relations avec l'Iran, qui étaient considérées par les Américains comme un obstacle à la relation entre les États-Unis et la Chine. Mais avec les changements fondamentaux intervenus dans les relations sino-américaines ces derniers mois, cette époque est révolue », a-t-il déclaré.

Les deux parties ont salué l'accord signé entre Wang et son homologue iranien Mohammad Javad Zarif samedi. « A l'heure du 50e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, les liens entre la Chine et l'Iran se trouvent à un nouveau point de départ historique », a déclaré M. Wang selon l'agence de presse étatique Xinhua.

Il a ajouté que la Chine était prête à travailler avec l'Iran pour ouvrir de nouvelles frontières de coopération dans l'intérêt des deux peuples, et pour la paix et le développement dans le monde.

« Peu importe les changements de la situation internationale et régionale, la Chine maintiendra inébranlablement ses politiques amicales envers l'Iran », a déclaré M. Wang.
Zarif a qualifié la Chine d'« ami dans les moments difficiles », ajoutant dans un communiqué : « Nous remercions la Chine pour ses positions et ses actions précieuses dans une période de sanctions cruelles contre l'Iran. »
Lors d'une rencontre avec Wang avant la signature, le président iranien Hassan Rohani a déclaré que l'accord « clarifierait davantage la feuille de route de la coopération future entre les deux pays », selon Xinhua. Il a remercié la Chine pour son soutien sur la question nucléaire et a déclaré que l'Iran espérait renforcer sa coopération avec la Chine dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 et le terrorisme.

Renforcer la coopération

Les négociations en vue de l'accord ont duré près de cinq ans et peu de détails ont été publiés jusqu'à présent.

Selon un rapport du *New York Times* publié en juillet, la Chine a promis d'investir un total de 400 milliards de dollars au cours des 25 prochaines années pour garantir l'approvisionnement énergétique à long terme de l'Iran et contribuer à la reconstruction de l'économie iranienne, durement touchée par les sanctions américaines.

Hua a également confirmé que l'accord consisterait en des dizaines de projets dans le cadre de la « nouvelle route de la soie », dans un large éventail de domaines économiques, culturels, sécuritaires et militaires, notamment le pétrole, le gaz et l'énergie nucléaire.

La tournée d'une semaine de M. Wang dans six pays du Moyen-Orient, dont l'Arabie Saoudite et la Turquie, s'inscrit dans le cadre de la confrontation actuelle avec les États-Unis et des efforts du président Joe Biden en vue de constituer un front uni avec ses alliés en Europe et en Asie.

En réponse, la Chine a également intensifié ses efforts pour rallier un soutien à l'échelle mondiale, y compris celui auprès de pays traditionnellement considérés comme faisant partie de la sphère d'influence de Washington.

Dans une référence masquée aux États-Unis, Wang a dit à Rohani qu'il était « temps de réfléchir sérieusement aux conséquences négatives de l'ingérence extérieure dans les affaires de la région, et d'examiner ensemble des moyens efficaces de maintenir la sécurité et la stabilité régionales à long terme ».

Hua, qui a également été ambassadeur aux Émirats arabes unis et aux Pays-Bas, a noté que les importations chinoises de pétrole en provenance d'Iran n'ont eu de cesse d'augmenter ces derniers mois, en dépit des sanctions américaines.

Il a ajouté que, en rupture avec la politique du profil bas qui était jusqu'alors celle de la Chine vis-à-vis de l'Iran, Pékin a adopté avec enthousiasme le nouvel accord de 25 ans avec Téhéran.

« La Chine et l'Iran souhaitent tous deux promouvoir publiquement leurs liens étroits, en adéquation avec une réalité nouvelle. Comme la Chine se soucie de moins en moins de ce que pensent les États-Unis, ces restrictions essentiellement arbitraires ne nous freineront plus », a-t-il déclaré.

La dépendance de l'Iran à l'égard de la Chine n'a fait que croître avec la crise dévastatrice du coronavirus. La Chine reste le premier partenaire commercial de Téhéran, un important fournisseur d'armes depuis les années 1980 et l'un de ses rares alliés face aux sanctions américaines et d'autres puissances régionales comme Israël et l'Arabie saoudite.

L'ombre perpétuelle des Etats-Unis

L'Iran et les États-Unis sont désormais dans une impasse, ne sachant pas qui doit faire le premier pas pour que les États-Unis ne réintègrent l'accord sur le nucléaire iranien. Dans ce contexte, la Chine, qui est elle aussi signataire de cet accord, peut espérer un avantage important si Washington cherche à obtenir une quelconque coopération de Pékin, selon Hua.

Dans le même temps, l'ancien ambassadeur de Chine à Riyad, Wu Sike, a déclaré au *Shanghai Observer* que le voyage de M. Wang visait à l'obtention d'un rôle plus important dans les affaires régionales, notamment en tant que médiateur entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Ankara met la pression sur la base d'Incirlik, qui abrite des armes nucléaires de l'Otan et des forces américaines

Durant le mandat de Donald Trump à la Maison Blanche, les États-Unis ont renforcé leur coopération militaire avec la Grèce. Lancées en 2018, des négociations entre Washington et Athènes aboutirent, un an plus tard, à la signature d'un accord permettant aux forces américaines d'accroître leur présence en Méditerranée orientale grâce à un accès privilégié à certaines emprises militaires grecques.

« Si vous regardez la géographie ainsi que les opérations actuelles en Libye et en Syrie tout en considérant les autres opérations potentielles en Méditerranée orientale, la Grèce offre des opportunités importantes », avait expliqué le général Joseph Dunford, peu avant de quitter ses fonctions de chef d'état-major interarmées.

En octobre 2020, à l'occasion d'une visite en Grèce de Mike Pompeo, alors chef de la diplomatie américaine, le quotidien grec Estia avait évoqué un possible transfert de la base turque d'Incirlik vers celle de Souda [Crète] du dépôt de bombes nucléaires tactiques B-61 mises à la disposition de l'Otan par les États-Unis. Ce qui n'a, depuis, pas été confirmé.

Cela étant, une telle hypothèse n'était pas sans fondement. Construite en 1951 par les États-Unis, la base d'Incirlik joua un rôle important durant la Guerre Froide dans la mesure où sa situation permettait aux forces américaines – et à l'US Air Force en particulier – de surveiller les activités soviétiques sur le front sud de l'Otan. Actuellement, elle est une plaque tournante pour les opérations militaires américaines au Moyen-Orient, et, dans une moindre mesure, en Méditerranée orientale.

Cela étant, Ankara remet régulièrement en question la présence des forces américaines sur cette base, en particulier quand les relations avec Washington battent de l'aile. En août 2018, une association d'avocats, proche du président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait ainsi déposé une plainte pour exiger l'arrestation d'officiers américains affectés à Incirlik. Le motif? Leur participation présumée à la tentative coup d'État de juillet 2016, attribuée au mouvement güleniste.

Plus récemment, le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, avait parlé de « réévaluer » le statut des bases d'Incirlik et de Kurecik [qui abrite un radar d'alerte avancée de l'Otan] en cas de sanctions américaines pour l'achat, par Ankara, de systèmes russes de défense aérienne S-400.

D'où la recherche par le Pentagone d'une alternative à la base Incirlik… Et la trouver risque de devenir urgent, tant les relations entre Washington et Ankara deviennent de plus en plus compliquées.

Alors que, après avoir exclu la Turquie du programme F-35, l'une des dernières décisions de l'administration Trump aura été de sanctionner l'industrie turque de l'armement, les États-Unis ont officiellement reconnu, le 24 avril et à l'initiative du président Biden, l'existence du génocide arménien, commis en avril 1915 par l'Empire ottoman. Son homologue turc a mis deux jours pour réagir. Et, le 26 avril, M. Erdogan a en effet fini par estimer que cette décision allait avoir un « impact destructeur » sur les « relations » entre Washington et Ankara. Et, comme on pouvait s'y attendre, la pression est de nouveau mise sur la présence militaire américaine à Incirlik.

Suite à des manifestations organisées par des mouvements nationalistes pour exiger le départ des forces américaines, l'agence officielle Anadolu a rapporté des propos tenus par des sources du ministère turc de la Défense. Ainsi, affirme-t-elle, une « discussion sur la base d'Incirlik a été mise à l'ordre du jour après que le président Biden a qualifié les événements de 1915 de génocide ». Et il a été dit que les « drapeaux américains devraient être retirés ».

« L'utilisation de certaines installations à la base d'Incirlik se fait conformément à l'accord de défense et de coopération économique signé entre la Turquie et les États-Unis le 29 mars 1980. Et cet accord stipule que « le gouvernement de la République de Turquie autorise le gouvernement des États-Unis à participer à des mesures de défense conjointes dans les installations des forces armées turques à Incirlik », ont souligné les interlocuteurs d'Anadolu.

Aussi, ces derniers ont affirmé qu' »Incirlik est l'une des bases des forces turques et que toutes les installations qui s'y trouvent appartiennent à la Turquie. » Y compris le dépôt des bombes nucléaires tactiques B-61 et les infrastructures utilisées par les forces américaines ?
opex360.com

Bataille navale: Vladimir Poutine installe sa marine à Port Soudan

Pascal Airault - 23 novembre 2020 à 17h45

« *Cette implantation a une vocation d'appui logistique et matériel pour soutenir le déploiement de bâtiments au large de la Corne de l'Afrique, dans le golfe Persique et dans l'Océan Indien », explique Igor Delanoë (Observatoire franco-russe)*
© DR
Le 17 novembre, Vladimir Poutine a signé un décret validant une proposition gouvernementale d'accord bilatéral avec Khartoum en vue de l'établissement d'un point d'appui naval au Soudan. Cet accord ouvre ainsi la voie au rétablissement d'une base navale russe sur les côtes d'Afrique, à Port-Soudan. Décryptage d'Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe à Moscou.

Pourquoi Moscou installe une base navale à Port-Soudan ?

L'ouverture de cette base résulte de la consolidation de l'empreinte navale russe au Levant. Elle aurait été difficile à envisager en l'absence du détachement opérationnel de la marine russe qui croise depuis une dizaine d'années en Méditerranée orientale. Cette formation a atteint une certaine maturité opérationnelle et peut s'appuyer sur la base navale russe de Tartous en Syrie.

Moscou peut donc maintenant envisager une extension de son empreinte vers la mer Rouge, s'inscrivant dans une continuité historique avec l'URSS qui disposait de base à Berbera (1964-1977), puis sur l'île de Nokra (1977-1991) dans l'archipel des Dahlak, ainsi que de points d'appui à Socotra et Aden.

Quelle sera la vocation de cette base ?

Elle aura une vocation d'appui logistique et matériel pour soutenir le déploiement de bâtiments russes au large de la Corne de l'Afrique, dans le golfe Persique et dans l'océan Indien. A priori, les installations seront modestes. Selon l'accord préliminaire, les Russes mettront à niveau les infrastructures navales à Port-Soudan. La marine russe devrait y déployer un tanker, un atelier flottant et peut-être une ou deux unités combattantes de faible tonnage (vedette, patrouilleur) pour protéger la base. De toute manière, l'accord limite le nombre d'unités navales à quatre. Mais des bâtiments hauturiers en route vers l'océan Indien ou la Méditerranée pourraient transiter à Port-Soudan, y compris ceux disposant d'une propulsion atomique. La seconde fonction de cette base est la projection d'influence. Elle permettra à Moscou de cristalliser son influence sur les flancs arabique et persique du Moyen-Orient – géographiquement plus éloignés de la Russie – et donc de crédibiliser sa posture revendiquée de pourvoyeur de sécurité. Le Kremlin ambitionne de projeter son influence aussi vers l'Océan Indien, les côtes d'Afrique australe et l'hinterland africain. Va-t-on assister à la résurrection de la 8e Escadre opérationnelle soviétique qui était en charge de l'Océan Indien ? On ne peut pas l'exclure à long terme. Les Russes ne veulent pas subir le rapport de force sino-américain dans la zone indo-pacifique. Une présence navale dans la zone leur permet d'avoir leur mot à dire et de se bâtir une crédibilité.

Est-ce aussi un moyen de renforcer le retour russe sur la scène africaine autour de l'axe Khartoum-Bangui ?

Absolument. Il y a un double vecteur sécuritaire et affairiste russe, les deux se complémentant plutôt bien sur les théâtres africains. Il y a d'ailleurs un ambitieux projet de raffinerie (400 000 barils/jour) évoqué entre Moscou et Khartoum depuis quelques années. La création de la base navale russe serait de nature à lui donner forme en apportant une garantie politico-sécuritaire. En s'implantant à Port-Soudan, Moscou s'aménage un accès direct vers la Centrafrique, s'ouvre un nouveau point d'entrée vers le sud libyen ainsi qu'un débouché vers le Tchad. Ce sont des pays où l'on constate une activité russe à des degrés divers et où Moscou déploie un agenda économique et sécuritaire impliquant plusieurs acteurs, y compris des sociétés militaires privées qui sont apparues au Soudan dès 2018.

La Russie cherche-t-elle d'autres implantations ?

En Méditerranée occidentale, la marine russe a besoin de points d'appui pour des opérations logistiques légères qu'elle réalise à Ceuta, en Algérie ou à Malte, afin de soutenir le transit de ces unités arrivant ou quittant la mare nostrum. Or, en incitant les pays de la région à fermer leurs ports aux bâtiments de guerre russe, l'Otan pousse mécaniquement la Russie à chercher à s'ancrer plus solidement dans le bassin occidental méditerranéen. Et le seul théâtre qui offre un potentiel, c'est la Libye, si tant est que le conflit évolue favorablement pour les intérêts russes. Dans ce cas, Moscou cherchera à obtenir a minima des facilités pour ces navires de guerre. Mais la voilure de sa flotte la dispense de l'obligation d'entretenir une base navale en Libye, sans oublier le coût politique – à l'égard de l'Otan – et financier que cela engendrerait, étant donné que des travaux d'extension ont été entrepris à Tartous, en Syrie.

Ce projet de base signe-t-il la fin des ambitions turques sur l'île de Suakin ?

La Turquie avait conclu avec le précédent gouvernement soudanais un accord en vertu duquel Ankara aurait obtenu l'usufruit de l'île de Suakin, au sud de Port-Soudan, pour 99 ans. Il s'agissait d'un centre de commerce à l'époque ottomane, et le site a conservé un certain patrimoine que la Turquie se proposait d'ailleurs de restaurer. A priori, les Turcs nourrissaient des ambitions surtout commerciales et auraient déjà investi près de 650 millions de dollars dans ce projet. Sur le volet naval, il n'y a eu aucune avancée, mais les Turcs disposent d'un point d'appui pour leur marine en Somalie.

La cohabitation maritime russo-turque va-t-elle de soi ?

Les marines russes et turques sont voisines en Mer Noire. Leurs équipages sont habitués à se croiser. Les bâtiments russes traversent les détroits du Bosphore et des Dardanelles presque toutes les semaines. Côté turc, une certaine inquiétude est toutefois palpable au sujet de la résurrection des capacités navales de la Russie, surtout en Mer Noire, dont le président Erdogan a expliqué en 2016 qu'elle était pratiquement devenue « un lac russe ».

Comment cette base est-elle perçue par la Chine, l'Inde, l'Egypte et Israël ?

L'Inde voit certainement l'ouverture de cette base comme un développement positif dans la mesure où elle est de nature à faire contrepoids à l'empreinte chinoise. Quant à la Chine, vu la modestie du projet et le différentiel abyssale entre les capacités hauturières russe et chinoise, elle ne semble pas y voir un caractère de dangerosité. Vu d'Israël, il y a la perception qu'un maillon supplémentaire a été ajouté dans le dispositif russe qui « encercle » l'Etat hébreu, après les bases en Syrie, la flotte russe au Levant et la présence de soldats russes à proximité du Golan. Enfin, au Caire, cette implantation est perçue à travers le prisme de la confrontation avec la Turquie, et à ce titre, plutôt bien accueillie.

Proches de Khartoum, la France et les Etats-Unis ont-ils les moyens de contrer ce projet ?

Vu de ces deux pays, cette implantation revêt un caractère au minimum indésirable qui procède de la lecture menaçante qui est faite à Paris et Washington de la revitalisation des capacités navales russes. Autrement dit, s'il est possible de faire échouer ce projet, ils ne se priveront pas de le faire.

Danger sur Taïwan

Gavekal - 17 avril 2021

Un membre de l'armée chinoise défile avant la cérémonie d'accueil du président Donald Trump et du président chinois Xi Jinping au Grand Hall du Peuple, à Pékin, en Chine. *(AP Photo/Andrew Harnik, File)/WX125/19015796083869/A NOV. 9, 2017, FILE PHOTO/1901152317*

Taïwan est la question géopolitique la plus importante en Asie aujourd'hui. Les raisons ne sont pas loin à chercher : la récente affirmation par la Chine d'un contrôle politique total sur Hong Kong, le durcissement de la rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine, et le rôle central de la technologie, et notamment des semi-conducteurs, dans cette rivalité. Dans quelle mesure devons-nous nous inquiéter d'une guerre à propos de Taïwan ?

Un article de Arthur Kroeber pour Gavekal.

Le risque est faible aujourd'hui, mais il est susceptible d'augmenter au cours des prochaines années. Dans les milieux financiers, la question est souvent centrée sur la société Taiwan Semiconductor Manufacturing Corp, qui a pris le leadership mondial dans le domaine des semi-conducteurs. Alors que la Chine cherche à atteindre l'autosuffisance technologique, ne serait-il pas logique qu'elle tente de s'emparer des joyaux de la couronne taïwanaise ?

Mais comme Dan Wang l'a fait remarquer il y a quelques semaines, un assaut militaire dans ce but n'a en fait que peu de sens (voir Chips And Cross-Strait Tensions). Les installations de fabrication de puces de Taïwan auraient peu de chances de survivre à un conflit militaire, et les sanctions technologiques imposées à la Chine par les États-Unis et leurs alliés, qui suivraient certainement un tel conflit, empêcheraient TSMC de se reconstruire et pourraient bien paralyser l'industrie chinoise des puces.

La dépendance technologique de la Chine rend le risque concernant Taïwan faible pour le moment, car le coût économique final d'une action militaire, même réussie, pourrait être trop lourd à supporter pour Pékin. Mais Taïwan est important pour la Chine pour des raisons bien plus profondes que les semi-conducteurs. Et le risque de conflit augmente en raison de la croissance de la capacité militaire et technologique de la Chine et de l'incertitude quant à la force de dissuasion des États-Unis. Comme la capacité technique de la Chine à lancer une prise de contrôle réussie de Taïwan ne fera bientôt plus de doute, la variable clé est la qualité de la dissuasion américaine. Pour être efficace, cette dissuasion doit avoir des dimensions non seulement militaires mais aussi économiques et politiques.

Pourquoi Taïwan est importante

Depuis 1949, Taïwan est importante pour les dirigeants chinois pour des raisons de souveraineté et d'intégrité territoriale. Le récit historique de base du Parti communiste chinois est que, à partir des années 1840, la nation a été malmenée par les puissances coloniales qui ont érodé la souveraineté de la Chine – par le biais de traités inégaux et de privilèges extraterritoriaux dans de nombreuses villes chinoises clés – et ont érodé son intégrité territoriale. Au XIXe siècle, la Chine a perdu le contrôle de plusieurs villes portuaires (notamment Hong Kong, Macao, Qingdao et Dalian) et de l'île de Taïwan au profit des puissances coloniales. Après la chute de la dynastie Qing en 1911, la Mongolie est devenue un pays séparé, et le Japon s'est emparé de la Mandchourie dans les années 1930.

L'un des projets fondamentaux du PCC depuis son arrivée au pouvoir est de restaurer la pleine souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine. Avec sa victoire dans la guerre civile chinoise en 1949, le PCC a établi sa souveraineté sur la quasi-totalité de la Chine continentale. Il a choisi de respecter le statut colonial de Hong Kong et de Macao. Une invasion prévue de Taïwan, où le Kuomintang vaincu s'était réinstallé, a été annulée, en partie à cause de la guerre de Corée. À la fin de ce conflit, l'invasion de Taïwan n'était plus envisageable grâce au soutien militaire apporté par les États-Unis au KMT, que les États-Unis continuaient de reconnaître comme le gouvernement de la Chine.

Au cours des décennies suivantes, la Chine a poursuivi la réintégration territoriale par la diplomatie. Lors des négociations avec les administrations Nixon et Carter en vue du rétablissement des relations avec les États-Unis, les dirigeants chinois ont clairement exprimé leur intention de réincorporer Taïwan dans une Chine unifiée. Il a fallu une décennie et trois communiqués conjoints pour trouver un langage diplomatique qui tienne compte à la fois de l'insistance de Pékin sur le principe d' »une seule Chine » (y compris Taïwan) et de la réticence de Washington à accepter une réunification de la Chine et de Taïwan par la force. En 1984 et 1987, la Chine a signé des accords avec le Royaume-Uni et le Portugal pour le retour de Hong Kong et de Macao à la souveraineté chinoise, ce qui s'est produit en 1997 et 1999, respectivement.

Deng Xiaoping espérait manifestement que le modèle « un pays, deux systèmes » qu'il avait conçu pour Hong Kong et Macao – qui permettait aux villes de conserver une grande autonomie et un statut douanier distinct après leur retour sous la domination chinoise – pourrait servir de modèle pour un futur arrangement avec Taïwan. Ce modèle était probablement irréaliste dès le départ, et la décision de mettre fin à l'autonomie politique limitée de Hong Kong trois décennies plus tôt que prévu a détruit la crédibilité de ce modèle pour les Taïwanais.

Plus important encore, Taïwan revêt une importance stratégique pour les États-Unis d'une manière que Hong Kong et Macao n'avaient pas. Depuis la fin du XIXe siècle, sous l'influence du théoricien de la marine Alfred Thayer Mahan, les stratèges américains considèrent leur pays comme une puissance du Pacifique. Le corollaire est la nécessité d'une position forte dans la « première chaîne d'îles » du Pacifique, qui s'étend en gros du Kamtchatka à Bornéo et comprend le Japon, Taïwan et les Philippines. Dans les années 1980, le dirigeant taïwanais Chiang Ching-kuo a perçu avec perspicacité qu'après la reconnaissance officielle du gouvernement du PCC par les États-Unis, les chances de Taiwan de conserver son autonomie seraient grandement améliorées si le pays pouvait s'aligner non seulement sur les intérêts stratégiques des États-Unis, mais aussi sur leurs valeurs. C'est ainsi qu'il a amorcé la transition de Taïwan de la dictature à la démocratie.

Une collision d'intérêts

C'est la raison pour laquelle Taïwan est un point chaud potentiellement dangereux : c'est le seul endroit où un intérêt véritablement essentiel de la Chine (l'intégrité territoriale) entre en collision avec des intérêts sans doute essentiels des États-Unis (la protection de leur périmètre Pacifique et d'une autre démocratie). « Sans doute », parce que depuis la rupture des relations officielles avec Taipei en 1979 et la reconnaissance de Pékin, les États-Unis ont été intentionnellement méfiants quant à l'ampleur de leur soutien à Taïwan en cas de guerre, une politique connue sous le nom d' »ambiguïté stratégique ». L'un des objectifs de cette politique était de dissuader la Chine d'envahir Taïwan, en raison du risque que les États-Unis viennent à la défense de Taïwan avec une force écrasante. Un autre objectif, au moins aussi important, était de dissuader Taïwan de mener des actions imprudentes qui provoqueraient une réponse militaire de la Chine. Malgré les récents appels lancés aux États-Unis pour qu'ils rendent explicite leur garantie de sécurité envers Taïwan, l' »ambiguïté stratégique » restera presque certainement la position américaine.

L'une des principales sources du risque taïwanais réside dans ce conflit entre les intérêts fondamentaux de la Chine et des États-Unis. La raison pour laquelle le risque augmente est que les capacités militaires de la Chine se développent rapidement. Il est difficile de dire quand exactement la Chine sera en mesure de lancer une prise de pouvoir militaire en étant sûre qu'elle ne pourra pas être contrecarrée par les États-Unis : les estimations publiées par les services de renseignement et les sources militaires américains vont de maintenant à une décennie. La réalité objective n'est peut-être pas aussi importante que la conviction de Pékin qu'elle a cette capacité, et il y a de plus en plus de preuves que les dirigeants du PCC pensent maintenant que la Chine pourrait gagner une guerre contre Taïwan. La Chine n'a pas besoin d'une parité militaire généralisée avec les États-Unis. Tout ce dont elle a besoin, c'est de l'emporter dans un conflit limité, proche de la Chine et éloigné des États-Unis, sur une question que la Chine considère comme existentiellement importante et que les États-Unis ne considèrent peut-être pas.

L'intention de la Chine compte également. La perception générale est que Xi Jinping a accéléré le calendrier de la réunification en la rendant essentielle à la réalisation du « rajeunissement national », son objectif général pour l'état de la nation chinoise en 2049, date du 100e anniversaire du règne du PCC. Les médias chinois nationalistes ne manquent pas de commentaires selon lesquels Pékin a désormais le pouvoir de fixer les conditions du retour de Taïwan dans le giron du continent, et ces commentaires sont parfois interprétés comme signifiant que des plans d'action militaire sont en préparation. C'est peut-être le cas, mais il s'agit plus vraisemblablement de la posture d'un gouvernement qui a besoin de montrer à son peuple qu'il est fort face à des adversaires étrangers.

Scénarios de coercition

Mais supposons que, pour une raison ou une autre, la Chine décide de lancer une campagne coercitive pour prendre le contrôle de Taïwan.

Quels sont les moyens par lesquels elle pourrait essayer de le faire, et quelles seraient les conséquences probables de chaque scénario ? Un rapport récent du Council on Foreign Relations, rédigé par deux vétérans de la sécurité nationale américaine, constitue un guide utile. Selon eux, la Chine dispose de trois grandes options : envahir la périphérie de Taïwan. Il s'agirait de s'emparer d'une ou plusieurs petites îles contrôlées par Taïwan : une petite île de l'archipel des Spratly, entre le Viêt Nam et les Philippines, un atoll plus au nord dans la mer de Chine méridionale, ou l'une des nombreuses îles du détroit de Taïwan, dont deux (Kinmen et Matsu) se trouvent au large des côtes chinoises.

La mise en quarantaine. Cela signifie prendre le contrôle de l'espace aérien et maritime de Taïwan, sans toutefois imposer un blocus complet.

Prise de contrôle militaire totale

La première approche pourrait être un moyen peu coûteux pour la Chine de tester la volonté des États-Unis et de leurs alliés de prendre la défense de Taïwan. La Chine pourrait facilement capturer et défendre ces îles, de sorte qu'il y aurait peu de chances qu'une campagne militaire soit lancée pour les reprendre. La question serait de savoir si les États-Unis répondraient en imposant des sanctions – et si oui, quelle serait la force de ces sanctions – ou par un renforcement militaire massif dans la région. Si la Chine jugeait la réponse faible, elle pourrait passer à un assaut armé à grande échelle ou attendre son heure, en utilisant la menace militaire et la faiblesse apparente de la détermination américaine pour convaincre Taipei de négocier les conditions d'une réunification non violente.

Dans le second scénario, la Chine prendrait le contrôle de l'espace aérien et maritime de Taïwan et déciderait qui peut entrer et sortir de l'île. Il ne s'agirait pas d'un blocus, car la plupart des échanges commerciaux normaux pourraient se poursuivre sans être affectés. L'objectif serait simplement de forcer les dirigeants de Taïwan à accepter une perte de contrôle et d'empêcher l'arrivée d'un soutien militaire. Cela permettrait également de transférer les choix militaires difficiles à Taïwan et à ses alliés. Au lieu que la Chine doive décider de lancer un conflit armé, Taïwan et les États-Unis devraient décider de répondre à la quarantaine par la force militaire. S'ils choisissent de ne pas le faire, la Chine aura créé des faits sur le terrain qui pourraient contraindre Taipei à accepter la réunification.

La Chine a élaboré des plans détaillés pour le troisième scénario, selon une analyse d'Oriana Skylar Mastro, spécialiste de l'armée chinoise. Ces plans prévoient d'abord la destruction de cibles clés à Taïwan par des attaques coordonnées de l'armée, de la marine, de l'aviation et des cyberforces chinoises, puis la coupure de l'île du monde extérieur par un blocus et la rupture des liens de communication, avant de lancer un assaut amphibie tout en utilisant des techniques de cyberguerre pour perturber les communications militaires américaines et empêcher leur capacité de réaction.

Tout est question de dissuasion

Il n'y a pas de moyen facile de juger de la probabilité relative de ces scénarios. Mais l'exercice permet de clarifier certaines choses. Premièrement, la Chine dispose d'un éventail d'options coercitives qui ne vont pas jusqu'à une prise de pouvoir armée à grande échelle, mais qui pourraient être efficaces pour réaliser la réunification à moindre coût. Étant donné que Pékin a toujours essayé de résoudre ses problèmes d'intégrité territoriale par des moyens non militaires, ceux qui s'inquiètent du risque taïwanais devraient probablement accorder plus d'attention à ces scénarios.

Deuxièmement, même si la Chine parvient (si elle ne l'a pas déjà fait) à se doter de la capacité technique nécessaire pour réussir une prise de contrôle, on peut se demander si elle a le cran de supporter les

répercussions économiques et politiques qui pourraient s'ensuivre. Avec des exportations annuelles équivalant à environ 18 % du PIB, des entrées annuelles d'IDE de 150 milliards de dollars et une dépendance presque totale à l'égard des États-Unis et de leurs alliés pour les technologies de base, la Chine dépend fortement de l'accès aux marchés, aux capitaux et aux technologies mondiaux. En principe, les États-Unis pourraient imposer des sanctions économiques sévères et un blocus technologique quasi total, paralysant ainsi les aspirations de la Chine en matière de développement.

Les États-Unis pourraient également utiliser une crise taïwanaise pour renforcer leurs alliances asiatiques. De nombreux pays asiatiques, qui se protègent actuellement en raison de leurs relations économiques avec la Chine, pourraient être disposés à accepter une garantie de sécurité américaine plus forte. Des augmentations massives des capacités militaires américaines dans la région suivraient. Le Japon abandonnerait presque certainement sa politique de démilitarisation et commencerait à se réarmer.

Bien entendu, toutes ces actions auraient un coût considérable pour les États-Unis, et pas seulement en termes budgétaires. Un embargo économique sur la Chine pourrait entraîner la destruction ou l'expropriation d'importants intérêts commerciaux américains dans ce pays. L'efficacité des sanctions ou d'un embargo serait limitée par la volonté des alliés des États-Unis de les suivre, et il n'est pas certain que l'Union européenne – qui a un grand intérêt économique dans la Chine mais ne la considère pas comme une menace pour la sécurité – joue le jeu.

Cela nous amène au dernier point : l'ampleur du risque taïwanais au cours de la prochaine décennie dépend moins de la capacité ou des intentions de la Chine que de la crédibilité de la dissuasion américaine. Dans le passé, les analystes de la défense s'accordaient à dire que le principal risque provenait de Taïwan même : les dirigeants de l'île pouvaient faire un geste irréfléchi en faveur de l'indépendance et provoquer une action militaire de la Chine. Aujourd'hui, les analystes s'accordent à dire que le principal risque vient de la Chine : enhardie par sa puissance militaire, motivée par le désir d'un dirigeant puissant de mener à bien la tâche historique de la réunification de la Chine, et convaincue de l'incapacité des États-Unis et de leurs alliés à contrecarrer une réunification par la force ou à imposer une réelle souffrance économique ou politique par la suite, Pékin pourrait décider que les avantages d'une attaque sont supérieurs aux coûts.

Le corollaire de ce consensus est que la principale contrainte pour la Chine est la qualité de la dissuasion américaine. Malgré les plaintes (valables) des stratèges américains selon lesquelles la composante militaire de cette dissuasion est faible, la composante économique est forte, étant donné la mainmise des États-Unis sur les technologies de base et la volonté de Washington, sous Trump, d'utiliser cette mainmise pour paralyser les capacités technologiques de la Chine (voir L'étranglement lent de Huawei). À l'heure actuelle, cela suffit probablement à dissuader la Chine de prendre des mesures coercitives unilatérales sur Taïwan.

Dans quelques années, ce ne sera peut-être plus le cas, surtout si la Chine perçoit que les États-Unis sont incapables de mobiliser leurs alliés et/ou qu'ils s'inquiètent trop des dommages commerciaux qu'un embargo économique pourrait causer à leurs propres entreprises technologiques. Ceux qui s'inquiètent du risque taïwanais devraient garder les yeux fixés sur la rapidité avec laquelle la Chine peut réduire sa dépendance technologique à l'égard des États-Unis et sur la capacité de l'administration Biden à renforcer les facteurs de dissuasion économiques, politiques et militaires d'une action militaire chinoise.

Gérard Araud – La guerre Chine-États-Unis n'aura pas lieu

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken face au directeur chinois de la commission des Affaires étrangères Yang Jiechi à Anchorage, en Alaska, le 18 mars 2021.© FREDERIC J. BROWN / POOL / AFP

Par Gérard Araud - Publié le 28/03/2021 à 07h00

Antony Blinken, le secrétaire d'État, et Jake Sullivan, le conseiller national de sécurité, ont rencontré à Anchorage, en Alaska, le 19 mars, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, et le conseiller d'État, Yang Jie Chi. C'était le premier contact bilatéral de haut niveau depuis l'élection de Joe Biden, et donc l'occasion de définir le cadre et le climat des relations futures entre les deux premières puissances du monde.

La réunion ne se tenait pas sous des auspices favorables. En effet, la nouvelle administration a annoncé son intention de maintenir les droits de douane punitifs que Trump a imposés sur des importations chinoises. Par ailleurs, si elle ne reprend pas la rhétorique agressive de ses prédécesseurs qui qualifiaient notamment le Covid de « virus chinois », elle a d'emblée fait savoir qu'elle considère la Chine comme un rival stratégique qui appelle vigilance et endiguement. Washington a également haussé le ton sur la question des droits de l'homme au Xinjiang et à Hongkong au point de sanctionner des responsables chinois en charge de ces territoires. Enfin, Blinken et Sullivan se sont rendus à Tokyo et à Séoul avant la rencontre d'Anchorage pour marquer que la politique américaine envers la Chine serait définie en liaison avec les principaux alliés des États-Unis dans la région, ce qui revenait à évoquer ainsi une coalition antichinoise.

C'étaient donc deux rivaux qui se faisaient face en Alaska. Ils ne se sont pas épargnés, allant jusqu'à s'affronter devant la presse. La gravité de l'épisode ne doit pas être surestimée : Blinken devait prouver à l'opinion publique américaine que, contrairement à ce que disent les républicains, Biden est aussi ferme face à la Chine que Trump, et Yang Jie Chi ne pouvait laisser humilier son pays devant les caméras. En tout cas, la réaction du Chinois prouve que c'est une relation entre égaux que Pékin veut instaurer. À lire certains commentaires, tous les Américains n'y sont pas encore prêts. Ils devront s'y faire.

Un rideau de bambou ne succédera pas à celui de fer

Ce qui compte, c'est ce qui s'est passé derrière les portes closes à Anchorage. À cet égard, il est positif de noter que les deux parties ont tenu trois longues sessions de discussions, en tout plus de huit heures d'entretien qui ont été, selon Washington, « substantielles, sérieuses et directes ». Les États-Unis et la Chine vont devoir définir un *modus vivendi* entre eux, qui accommode les intérêts des premiers et de leurs alliés et la puissance recouvrée de la seconde. Ce ne sera pas une nouvelle guerre froide ; un rideau de bambou ne succédera pas à celui de fer. En effet, d'un côté, les relations économiques entre les deux pays sont intenses et le resteront et, de l'autre, la plupart des pays asiatiques ne veulent pas être obligés de choisir leur camp. L'équation est donc complexe et devra reposer sur un équilibre, pour les Américains, entre endiguement et dialogue.

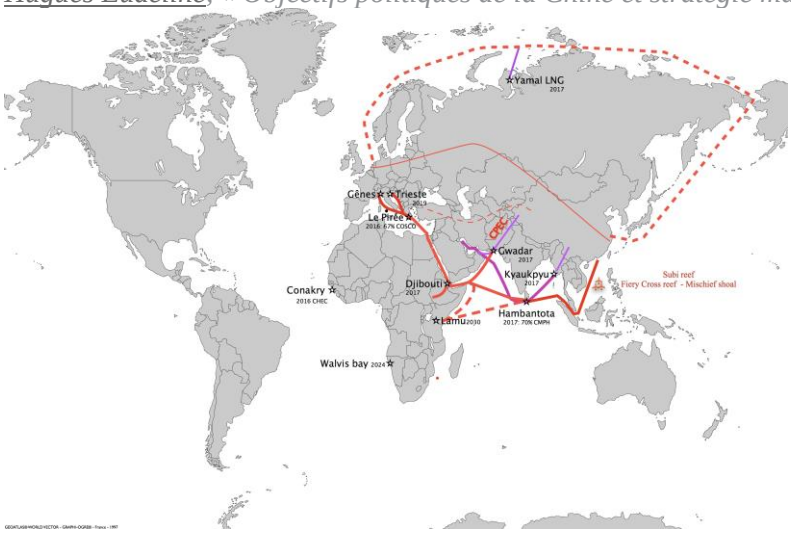
Par ailleurs, la question des droits de l'homme complique la tâche d'une administration démocrate qui ne peut ignorer la situation dans le Xinjiang ou à Hongkong, mais elle ne restera au pire qu'un irritant dans les relations bilatérales. Étant donné l'importance économique, financière et stratégique de celles-ci, les États-Unis ne peuvent les faire dépendre de facteurs sur lesquels ils savent n'avoir qu'une influence mineure.

Nous allons donc assister, dans les mois qui viennent, à de grandes manœuvres diplomatiques entre Pékin et Washington. Elles n'appellent pas d'alarmisme particulier. Il s'agit de l'établissement d'un équilibre entre deux puissances sur la base de nouveaux rapports de force. La Chine joue des coudes, et les États-Unis vont lui faire comprendre de ne pas aller trop loin. C'est l'objet des politiques étrangères depuis que le monde est monde. Aucun des deux pays n'a intérêt à ce que leur rivalité ne dégénère en confrontation brutale. La Chine a des faiblesses financières, sociales et démographiques, et le sait. Cela étant, il y aura des incidents, des controverses et des portes claquées. Il y en avait entre États-Unis et URSS.

Reste aux Européens à définir leur position par rapport à ce tête-à-tête tumultueux où leurs intérêts seront engagés. Les Américains nous demanderont de les soutenir ; certains, en Europe, leur feront écho au nom des valeurs partagées et d'une hypothétique menace chinoise. Le cadre de notre réflexion pourrait être ni équidistance ni alignement. Nous sommes évidemment plus proches des États-Unis que de la Chine, mais si nos intérêts et nos valeurs recoupent en effet ceux des premiers, ils ne se confondent pas avec eux. À nous de trouver le bon équilibre : un partenariat avec les États-Unis qui ne soit ni de la subordination ni de l'indifférence.

Objectifs politiques de la Chine et stratégie maritime (1/2) (T 1261)

Hugues Eudeline, « Objectifs politiques de la Chine et stratégie maritime (1/2) (T 1261) », RDN, 02 avril 2021 - 5 pages



Belt and Road Initiative

Quatre fois millénaire, la Chine s'enorgueillit d'une singularité culturelle qu'elle a perpétuée en dépit des changements de régime. Tout au long de son histoire, elle a toujours su siniser les grands courants de pensée qui lui ont été imposés, longtemps par la force des envahisseurs sur terre ou, plus récemment, par la supériorité industrielle des puissances maritimes.

C'est probablement en raison de la longévité de leur civilisation que les dirigeants chinois, contrairement à leurs *alter ego* occidentaux, accordent beaucoup de poids aux leçons tirées du passé. Ils savent que si l'histoire ne permet pas de prédire l'avenir, elle l'éclaire. Toutes leurs réflexions prospectives sont prises dans le temps long, tant passé pour l'établissement des projets que futur pour leur réalisation. Depuis la mort de Mao, la durée des mandatures (deux fois cinq ans) et la continuité des politiques menées par les dirigeants qui se succèdent ont permis de mener à bien de grands projets techniques, politiques ou commerciaux dont le temps de réalisation est rarement inférieur à la décennie et peut aller bien au-delà. La gigantesque initiative – en anglais, *Belt and Road Initiative* (*BRI*) – lancée par le président Xi Jinping est d'une tout autre ampleur. Faut-il y voir la raison de la présidence à vie de Xi Jinping ?

Aux XIX^{e} et XX^{e} siècles, la Chine est confrontée simultanément aux exigences des étrangers, mais aussi à de nombreuses révoltes ruineuses et à des révolutions d'une ampleur spécifique en raison de l'importance de la population. Les dirigeants successifs privilégiant l'autarcie, son économie, la première au monde au début de cette période sombre, va décliner continûment jusqu'à la mort du président Mao.

Tous les dirigeants chinois du XX^{e} siècle ont, longtemps sans succès, partagé un même objectif politique, celui de la restauration de la grandeur de la Chine. C'est Deng Xiaoping qui comprend qu'il faut pour cela ouvrir la Chine au commerce international. Il sait également que l'hostilité latente de ses voisins – dont beaucoup étaient anciennement tributaires de l'Empire du Milieu – constitue autant d'obstacles potentiels au libre passage par voie terrestre des flux indispensables aux échanges internationaux. Seules les routes maritimes permettent leur passage à moindres risques afin d'assurer l'irrigation en matières premières et énergétiques des zones économiques spéciales situées sur les côtes, ainsi que l'exportation des produits qui y sont manufacturés. Ses successeurs poursuivront la même ligne politique avec pour objectif final ce que Xi Jinping nommera le « Rêve chinois. »

Pour totalement sécuriser le libre passage des navires, ce projet à long terme impose à la Chine – qui ne dispose que d'une seule façade maritime – de commander ses approches maritimes et de contrôler progressivement les routes maritimes qui les relient aux ports d'Asie, du Moyen-Orient, d'Europe et d'Afrique. Pour cela, elle développe des forces maritimes complémentaires, dotées de moyens logistiques efficaces. Placées sous un même commandement, elles sont organisées pour être capables de faire face à toutes les situations de confrontation tout en limitant les risques d'embrasement, quels que soient leurs adversaires.

Objectifs politiques : vers le « Rêve chinois »

La Chine a connu un déclassement géopolitique vertigineux depuis le XIX^{e} siècle. S'appuyant sur le nationalisme exacerbé de la population, voire sur une forme de xénophobie qui caractérise l'ethnie très majoritaire des Han, ses dirigeants successifs partagent tous la volonté de restaurer la fierté nationale et d'opérer un retour aux valeurs culturelles spécifiques. Pour cela, une croissance économique soutenue est indispensable.

Selon Angus Maddison, un économiste de l'OCDE qui a publié en 1998 une étude détaillée de l'économie chinoise vue sous une perspective historique (1), celle-ci était de loin la plus importante au monde en 1820. Elle représentait alors le tiers du PIB mondial. Elle n'a cessé de décroître ensuite pour atteindre 4,9 % deux ans après la mort de Mao survenue en 1976.

Tableau 1 : Parts du PIB mondial de la Chine

Années	1700	1820	1952	1978
Part du PIB mondial	22,3 %	32,9 %	5,2 %	4,9 %

Les Chinois considèrent que cette descente aux enfers est due aux interventions étrangères qui, de 1842 à 1911, ont conduit au démembrement partiel d'un Empire du Milieu incapable de se défendre efficacement en raison d'une organisation obsolète et de forces armées dépassées.
Les étrangers – Britanniques, Japonais, Français ou Allemands – venus de la mer ainsi que les Russes à travers leur frontière terrestre avec la Chine, forts de leur supériorité technique et militaire ont obligé celle-ci à signer des traités qualifiés plus tard « d'inégaux ». Elle concède aux puissances étrangères des enclaves territoriales et des privilèges commerciaux et culturels exorbitants. Ils sont d'autant plus mal acceptés par les Chinois que ceux-ci considèrent les étrangers comme des barbares. Plusieurs guerres ont été menées sans succès par la Chine, dont en particulier :

- La première guerre « de l'opium » par la Grande-Bretagne (1839-1842).
- La seconde guerre « de l'opium » par la Grande-Bretagne et la France (1856-1860) qui a conduit à la destruction du Palais d'été, humiliation suprême.
- La guerre avec la France (1884-1885), essentiellement navale.
- La guerre avec le Japon (1894-1895).

Si beaucoup des reproches proférés par les Chinois contre les étrangers sont exacts, il est erroné de rejeter sur eux la responsabilité entière de l'effondrement de l'économie chinoise. Les guerres citées précédemment avaient des objectifs limités et les forces qui se confrontaient étaient relativement peu nombreuses.

Les pertes essuyées alors par la Chine étaient sans commune mesure avec celles subies du fait des nombreuses révoltes et insurrections qui secouaient l'empire. Celle des Taïping – qui a sévi de 1851 à 1864 – a ravagé 16 provinces du sud et du centre. Elle a dévasté plus de 600 villes et les pertes humaines auraient été supérieures à 20 millions de morts. Les conséquences financières sur le budget de l'État ont été désastreuses en raison de l'effet cumulatif que représentait la non-perception des impôts et taxes d'une importante partie du territoire, ainsi que les coûts de la levée d'une armée permanente très nombreuse et de son équipement, sans compter la reconstruction des infrastructures détruites.

Connaissant l'importance donnée par les Chinois au retour d'expérience historique, il n'est pas surprenant de constater que la recherche de « stabilité sociale » – qui évite l'émergence de guerres civiles – soit dans la liste des intérêts fondamentaux listés dans le *Livre blanc* de 2011 sur le « développement pacifique de la Chine [(2)]. » Cet objectif y côtoie, entre autres, la « réunification du pays [(3)] » et « l'intégrité territoriale. »

Dès son accession au pouvoir en 1978, Deng Xiaoping, le nouveau dirigeant communiste, a décidé d'ouvrir la Chine au monde et son économie au commerce international. Ce changement de cap géopolitique a inversé la tendance au déclin économique. Le nouveau dirigeant entendait, dans un premier temps, mettre fin à plusieurs siècles de régression en permettant une croissance pacifique du pays indispensable à un développement social durable gage de stabilité politique et, partant, de prospérité.

Il a adopté l'approche mahanienne du *Sea Power* que ses successeurs ont poursuivie sans discontinuer. Elle a été couronnée de succès à un point jamais encore atteint dans l'histoire. La Chine étant une île géopolitique [(4)], il a choisi de développer le pays de façon déséquilibrée en concentrant ses ressources limitées sur les côtes. Il y a développé l'industrie dans des Zones économiques spéciales (ZES) situées dans l'hinterland de ses ports. Par voies maritimes, les entreprises qui s'y trouvent sont irriguées en permanence par des flux de matières premières, énergétiques et exportent leurs produits manufacturés.

Le choix se révèle payant. Si en 1978 les échanges de la Chine ne représentent que 1 % du commerce mondial, en 2010 elle en est le premier exportateur et le deuxième importateur. En 2013, elle dépasse les États-Unis et devient le premier partenaire commercial mondial. La croissance économique bondit en atteignant 7,8 % dès la première année (1979).

Elle maintient une moyenne d'environ 10 % jusqu'en 2011, année qui marque le début d'une croissance moindre, mais toujours supérieure à 6 % [(5)]. Malgré la pandémie de la Covid-19, son taux de croissance a été de 2 % en 2020 et devrait atteindre 7,9 % en 2021.

Pour cela, la Chine a développé de façon systématique une industrie maritime complète, établi des voies de communication maritimes à l'échelle mondiale tout en entamant, sans ostentation, la construction d'une marine de guerre (*People's Liberation Army/Navy – PLA/N*) destinée à protéger et soutenir ses intérêts sur l'ensemble du globe. Cette politique a été reproduite à l'identique par l'ensemble des successeurs de Deng Xiaoping jusqu'en 2013.

Cette année-là, le nouveau président, Xi Jinping, estime la Chine suffisamment forte sur mer pour ne plus risquer de devoir céder en cas de confrontation avec les États-Unis et leurs alliés. Cette amère expérience avait été faite à trois reprises lors des crises du détroit de Taïwan en 1954-1955, 1958 et 1995-1996. Il considère alors le moment venu de s'écarter de la prudence de Deng Xiaoping qui préconisait « cachez votre force, attendez votre heure ».

En 2013, Xi Jinping résume les objectifs politiques de la Chine en une formule : le « Rêve chinois [(6)] ». Il annonce vouloir l'atteindre en 2049 – une date symbolique, celle du centenaire de la prise de pouvoir par Mao – et lance un gigantesque programme de construction navale militaire destiné à faire du pays une puissance de classe mondiale à part entière, capable de protéger ses ressortissants expatriés et ses intérêts partout où ils existent.

Le choix qui a été fait de privilégier, dans un premier temps, les régions côtières est socialement dangereux et seul un pays soumis à un gouvernement autoritaire peut se le permettre. Il reste cependant difficile à tenir dans le long terme. Les provinces proches des côtes qui profitent des ressources et des avantages organisationnels fournis par le gouvernement vont se développer et leurs populations pouvoir s'enrichir. Elles sont même incitées à le faire. En revanche, celles qui sont enclavées restent dans un état de développement retardé. Si la situation perdure, l'inégalité de traitement peut exaspérer leurs populations, voire exacerber le rejet du gouvernement dans les régions qui sont ethniquement différentes ou hétérogènes comme le Tibet ou le Xinjiang. Des mesures fortes de désenclavement privilégiant la construction d'infrastructures doivent être prises le plus vite possible pour éviter que la Chine ne renoue avec les terribles révoltes qui ont ponctué son histoire et obéré son développement au XIX^{e} siècle.

C'est l'objet du projet gigantesque que constitue l'Initiative de la ceinture et de la route (*BRI*). Sa composante maritime, les routes de la soie maritime du XXI^{e} siècle en est – et de très loin – l'élément majeur.

Objectifs politiques de la Chine et stratégie maritime [(2/2)] (T 1262)

La stratégie maritime chinoise dans le long terme

Aujourd'hui, la Chine considère plus que jamais que son accession au statut de grande puissance, voire la survie de son régime, dépend du commerce maritime qui constitue l'épine dorsale de son économie.

Pour atteindre le « Rêve chinois » en 2049, la Chine doit pouvoir disposer à terme des meilleurs terminaux maritimes, ouvrir des corridors terrestres pour donner accès aux océans à ses provinces enclavées, développer progressivement et contrôler des chaînes d'approvisionnement à usage dual, civil et militaire – le « collier de perles » – sous l'égide d'une puissance navale de premier ordre pour dissuader les adversaires potentiels ou être en mesure de les vaincre dans les mers proches.

Commander les approches maritimes

Les conséquences de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) en 1994 ont été néfastes à la Chine qui a un accès contraint à la mer en raison de la proximité de ses côtes

de nombreuses îles qui ne lui appartiennent pas. Elle est, de ce fait, privée d'une partie importante de la Zone économique exclusive (ZEE) à laquelle elle pourrait prétendre. Le tableau suivant met en lumière la différence de traitement de quatre pays.

Tableau 2 : Conséquences de la Loi de la mer : inégalités dans la répartition des domaines maritimes

	ZEE/terre	ZEE (km²)	Superficie du territoire (km²)
États-Unis	1,2	11 351 000 (1er)	9 371 175 (4e)
France	18,3	11 035 000 (2e)	640 294 (42e)
Japon	12	4 470 000 (6e)	377 944 (62e)
Chine	**0,4**	**3 879 666 (10e)**	**9 596 966 (3e)**

Pour accéder à la haute mer, ses navires doivent franchir des détroits qu'elle ne contrôle pas, ce qui constitue autant d'aléas géopolitiques en cas de crise. Aussi, pour y assurer un passage permanent, il lui faut commander ses approches maritimes et leurs accès en remédiant en particulier au « dilemme de Malacca [(7)] » énoncé dès 2003 par le président Hu Jintao.

Les approches maritimes de la Chine sont constituées par les trois mers qui baignent ses côtes, la mer Jaune, la mer de Chine orientale et la mer de Chine méridionale. Le trafic maritime est particulièrement intense dans cette dernière par où transitent tout ou partie des flux qui alimentent aussi quatre autres grandes puissances industrielles et maritimes qui sont également des adversaires potentiels : le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et Singapour.

Sur le plan géostratégique, commander ces trois mers consiste à sécuriser les flux chinois, contrôler ceux des nations étrangères, répondre au dilemme de Malacca et constituer un bastion en eaux profondes pour protéger une force océanique stratégique dotée de Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) toujours réputés indiscrets ; sans oublier le contrôle de l'exploitation des ressources halieutiques et en hydrocarbures.

Bien qu'ayant signé et ratifié la CNUDM – avec cependant certaines réserves – la Chine a repris à son compte une revendication du Guomindang datant de 1947 suivant laquelle le bras de mer englobant 62 % de la mer de Chine méridionale et délimité par la ligne initialement dite « en neuf traits [(8)] » appartiendrait à son territoire national, un concept très éloigné du droit de la mer en vigueur. Pour rester dans l'ambiguïté, la Chine ne diffuse pas les coordonnées géographiques des traits et se borne à les représenter graphiquement sur les cartes de ses atlas et sur les passeports de ses ressortissants. Cette zone maritime lui appartiendrait de droit pour des raisons « historiques nationales » bien antérieures au droit de la mer. C'est en vertu de ce concept que la Chine a repris par la force au Vietnam les îles Paracel en 1974 et certaines des îles Spratly en 1988. Elle revendique bien sûr également tout ce qui est inclus dans le tracé, y compris les îles occupées par les États riverains et qui se situent dans leur ZEE. Cela génère des différends maritimes avec le Vietnam, la Malaisie, l'Indonésie, Brunei et les Philippines.

C'est cette zone maritime qui, avec la République de Chine (Taïwan), les îles Diaoyu (Senkaku pour les Japonais) en mer de Chine orientale et des zones frontalières avec l'Inde, constituent le *Core Interest* cité dans le *Livre blanc* de 2011 : « l'intégrité territoriale et la réunification du pays ».

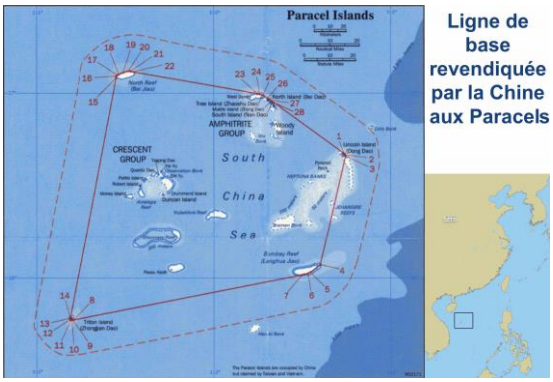


Figure 1 : Ligne de base revendiquée par la Chine et contestée par le Vietnam (Source :* Limits in the seas *N° 117 : Straight baselines claim, Office of Ocean and Polar Affairs, US Department of State – July 9, 1996, p. 18.

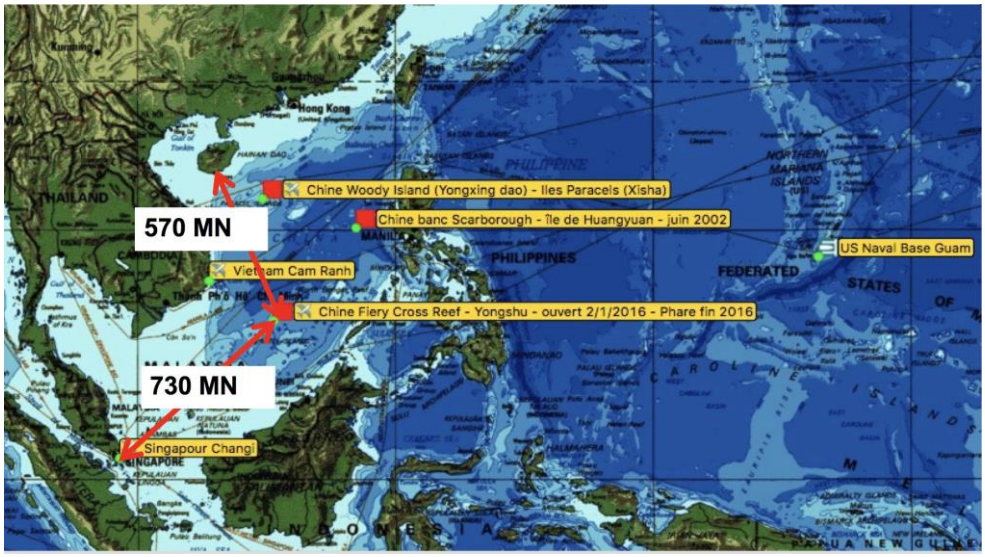


***Figure 2 : Principales bases chinoises en mer de Chine méridionale* (sources : Hugues Eudeline).**

Faute de disposer des moyens maritimes nécessaires pour faire respecter sans risque son pavillon dans ces eaux qu'elle revendique, la Chine accroît encore l'ambiguïté en s'appuyant cette fois sur le droit de la mer. Elle demande à ce que soient respectées les eaux territoriales – d'une largeur de 12 milles nautiques telles que définies par celui-ci – autour des îles artificielles [(9)] qu'elle a créées en remblayant sept hauts-fonds de l'archipel des Spratleys. Enfin, dans les Paracels, elle a fixé unilatéralement une ligne de base qui entoure l'ensemble de l'archipel, transformant en eaux intérieures toutes les eaux ainsi circonscrites, une façon de faire qui contrevient aussi au militaire, qui consiste à élaborer un bastion pour la protection des SNLE. La plus grande partie de la zone des « dix traits » est très profonde et rapidement accessible par les sous-marins basés dans l'île de Hainan où une base souterraine a été creusée pour eux. Une demi-heure après avoir appareillé, ils ont suffisamment d'eau sous la quille pour pouvoir plonger en sécurité et entamer leur patrouille.

Des moyens logistiques (bases avancées) et navals sont nécessaires pour mener à bien cette stratégie. Les sept hauts-fonds qui ont été remblayés en mer de Chine méridionale en un temps record, disposent de ports protégés permettant de soutenir les forces maritimes de tout type qui patrouillent en mer de Chine méridionale.

Trois ont été pourvus de pistes d'aviation d'une longueur de 3 000 m environ (*Fiery Cross reef*, *Subi reef* et *Mischief shoal*). Situés entre 100 et 150 milles nautiques (MN) les uns des autres, ils se soutiennent mutuellement. Ils sont de plus presque à mi-distance de l'île de Hainan, le point le plus au sud de la Chine, et du détroit de Malacca (respectivement 570 MN et 730 MN), c'est-à-dire à portée d'intervention sans ravitaillement aérien. Cette menace que l'aviation navale chinoise fait peser sur les détroits constitue une réponse efficace au dilemme. Situés à proximité immédiate du centre de la zone d'opération des sous-marins chinois, ils sont également en parfaite position pour contribuer efficacement au bastion. Sur les quatre autres îles remblayées, des pistes pour hélicoptères permettent de mettre en œuvre des moyens aériens de lutte sous la mer.

Enfin, la Chine aurait installé dans la zone des réseaux d'écoute sous-marine composés d'antennes linéaires posées sur le fond, similaires aux réseaux *SOSUS* américains de la guerre froide.

Les Chinois privilégient une approche subtile consistant à éviter toute confrontation directe sans y être pleinement préparé. Ils savent qu'il leur est difficile de connaître les capacités réelles de leurs forces de combat alors que les derniers engagements qu'ils ont connus sur mer étaient de faible intensité, sans commune mesure avec ce à quoi ils pourraient être confrontés.

Ils savent qu'ils ne savent pas.

Ils savent aussi qu'ils ont le temps pour eux et qu'ils ont l'initiative. Aussi appliquent-ils la tactique de la tranche de saucisson [(10)] que Robert Haddick définit comme étant la lente accumulation de petites actions, dont aucune ne peut constituer de *casus belli*, mais qui, par leur accumulation au fil du temps, conduisent à un changement stratégique majeur.

Par ailleurs, il leur faut limiter autant que possible le risque qu'une rencontre entre des bâtiments de guerre dégénère dans le feu d'une action de simple police comme, par exemple, à l'occasion des confrontations violentes qui opposent fréquemment des nuées des pêcheurs de différents pays. Le 30 janvier 2013, une de ces rencontres s'est déroulée en mer de Chine orientale entre pêcheurs japonais et chinois. Des bâtiments de chaque pays étaient sur zone quand une unité de la marine chinoise a illuminé une frégate japonaise avec son radar de conduite de tir. Menacé, l'équipage de celui-ci aurait pu faire usage de ses armes pour anticiper une attaque. À la suite de cet événement, des mesures ont été prises de part et d'autre pour éviter tout dérapage. Le 9 mars 2013, le Premier ministre japonais a ordonné à sa marine d'adopter une attitude non provocante en restant hors de vue des forces chinoises dans de telles circonstances.

De leur côté, les Chinois ont réorganisé leurs forces maritimes, lesquelles, en plus de la marine de guerre, comprenaient alors cinq corps paramilitaires qui armaient de très nombreux bâtiments de petit ou moyen tonnage. Le 9 juillet 2013 est créé le nouveau corps des garde-côtes (CCG) qui en regroupe quatre (tous sauf l'Administration de la sécurité maritime [*MSA*] du ministère des Transports). Il dépend, dans un premier temps, du ministère civil de la Terre et des Ressources (*Ministry of Land and Resources*). Le 1er juillet 2018, les Garde-côtes passent sous l'autorité de la Commission centrale militaire. Ils sont de très loin le corps de Garde-côtes le plus nombreux au monde et sont dotés de plusieurs bâtiments dépassant plus de 10 000 t à la coque renforcée leur permettant d'épauler ou d'éperonner des bâtiments contrevenants sans utiliser les armes !

La Chine vient encore de durcir sa position en adoptant, le 22 janvier 2021, une loi autorisant les garde-côtes à utiliser des armes légères si les circonstances d'une infraction l'exigent ou, dans les cas plus graves, d'utiliser leurs canons. Elle les autorise explicitement à intervenir pour arrêter la construction ou détruire des structures élevées sur des îles revendiquées par la Chine. Elle donne également à la GCC un large pouvoir discrétionnaire pour créer des zones d'exclusion temporaires, arraisonner et inspecter les navires étrangers dans les eaux revendiquées par la Chine, c'est-à-dire à l'intérieur de la ligne en 10 traits.

Une troisième grande force maritime existe en Chine (ainsi qu'au Vietnam), la Milice maritime. Elle est composée de navires de pêche à coques en acier, armés par des marins civils ayant reçu une formation militaire et une éducation politique. Elle peut être mobilisée pour la défense des intérêts maritimes de la Chine.

Le fait de disposer dans les approches de la Chine de ces trois forces maritimes (milice maritime, garde côtière et marine de guerre), pouvant toutes être placées sous un même contrôle opérationnel, lui permet de coordonner leurs actions pour toujours rester sous le seuil de conflictualité, tout en lui permettant, à terme, d'atteindre ses objectifs stratégiques. Malgré les libertés prises avec la loi de la mer, la Chine ne recule jamais sous la pression internationale. Quand apparaît une résistance – comme ce fut le cas lors de la plainte déposée par les Philippines –, elle préfère attendre que le temps fasse son œuvre et que la situation évolue en sa faveur. Le temps politique est court dans les démocraties où les responsables politiques se succèdent à une cadence plus rapide qu'en Chine où, de plus, les dirigeants ont toujours suivi une même ligne politique de Deng Xiaoping à Xi Jinping.

Protégée par la puissance de ses forces militaires, elle peut pratiquer une politique efficace des petits pas dont les gains cumulés constituent à terme des avancées déterminantes. Qui voudrait entrer en conflit de forte intensité avec une puissance nucléaire disposant de la deuxième marine de guerre au monde pour la possession de hauts-fonds remblayés ou d'îlots inhabités ?

> ***Sécuriser et les intérêts chinois outremer et contrôler les flux d'approvisionnement qui lui sont rattachés.***

L'*APL/N* dont les plus grands bâtiments ne dépassaient pas 4 000 tonnes en 1981, était composée dans son immense majorité d'unités de petite taille et de caractère vétuste qui lui interdisaient toutes opérations militaires en haute mer. Elle était considérée par le rédacteur des *Flottes de combat 1982* comme « une marine de défense côtière et qui le restera longtemps [(11)]. » Pourtant, sa croissance depuis a été fantastique et sans égale dans l'histoire ! En 2020, elle compte 350 unités, dont plus de 130 grands bâtiments de surface et sous-marins. Elle est, de plus, en croissance très rapide et pourrait rapidement dépasser l'*US Navy*. Elle dispose d'une aviation navale dont des chasseurs bombardiers capables d'opérer à partir de porte-avions. Les effectifs de son corps de fusiliers marins passent de 8 000 hommes à 100 000 et ses moyens de débarquement – y compris des porte-hélicoptères d'assaut de gros tonnage – se multiplient.

Pour atteindre ses objectifs politiques en accroissant fortement son économie, la Chine a un besoin vital de la mondialisation. C'est une nécessité immédiate pour nourrir sa population qui représente 20 % de celle du monde alors que le pays ne dispose que de 10 % des terres cultivables de la planète. Elle a ensuite besoin d'augmenter très sensiblement les échanges pour parvenir à développer les provinces enclavées qui n'ont pas profité de la croissance des régions côtières. Certaines (en particulier le Xinjiang) sont le théâtre d'agitation et de remous sociaux encore contenus par une répression de plus en plus critiquée à l'international.

Cette seconde partie de la stratégie maritime est entièrement destinée à répondre à ces attentes. Elle est mise en œuvre progressivement sur toutes les mers. Il est possible de la résumer en cinq points :

- Contrôle et amélioration des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale,
- Maintien de l'ouverture des détroits importants et des flux maritimes,
- Soutien aux intérêts chinois outre-mer,
- Exploitation des ressources maritimes et explorations duales des grands fonds,
- Diplomatie navale (lutte contre la piraterie, évacuation de ressortissants, navire-hôpital…).

Les moyens navals nécessaires à sa réussite sont ceux de la seule marine de guerre, y compris le corps de fusiliers marins appelé à servir outre-mer à l'instar des corps ensuite », les caractères vétustes chinois partiel ou total (comme Hambantota au Sri Lanka), ce que les Américains appellent le « Collier de Perles ». La Chine, qui a développé en ce qui les concerne le concept de ports « civils d'abord puis militaires » considère comme faisant partie intégrante d'une stratégie de défense qui lui interdisait toutes opérations militaires en haute mer. Elle était considérée par le rédacteur des *Flottes de combat 1982* comme « une marine de défense côtière et qui le restera longtemps [(11)]. » Pourtant, sa croissance depuis a été fantastique et sans égale dans l'histoire ! En 2020, elle compte 350 unités, dont plus de 130 grands bâtiments de surface et sous-marins. Elle est, de plus, en croissance très rapide et pourrait rapidement dépasser l'*US Navy*. Elle dispose d'une aviation navale dont des chasseurs bombardiers capables d'opérer à partir de porte-avions. Les effectifs de son corps de fusiliers marins passent de 8 000 hommes à 100 000 et ses moyens de débarquement – y compris des porte-hélicoptères d'assaut de gros tonnage – se multiplient.

Pour agir loin et durer, il lui faut pouvoir disposer d'un réseau logistique cohérent composé de véritables bases navales [(12)], comme celle de Djibouti ouverte en août 2017 (ou encore Gwadar au Pakistan et Kyaukpyu au Myanmar) et de soutiens d'appoint pour ses forces.

Cette seconde partie de la stratégie maritime a commencé par l'ouverture de la Chine au commerce international en 1978, malgré la faiblesse de la marine chinoise et son incapacité à protéger alors ses navires de commerce. En parallèle à l'essor de sa flotte de commerce et de ses chantiers navals, sans ostentation pour ne pas risquer de dresser les grandes puissances en période de guerre froide, une flotte de guerre de haute mer a vu le jour. C'est un SNLE qui a été lancé le premier en avril 1981, le *406 Changzheng*. En raison du retard technologique de la Chine, les États-Unis ne s'en sont pas inquiétés. En août 1984, ils vont même signer un traité de coopération avec la Chine dans les domaines naval et aérien. En 1985, le bâtiment-école *Zheng He* fait la première escale chinoise à l'étranger depuis des décennies.

De 1982 à 1988, la marine était dirigée par l'amiral Liu Huaqing. C'est lui qui a théorisé le passage de la « défense côtière » à la « défense au large » en fixant trois objectifs temporels : en 2000, la marine devait pouvoir contrôler la zone maritime s'étendant entre le continent et la première ligne d'îles ; en 2020, elle devait pouvoir contrôler jusqu'à la deuxième ligne d'îles (qui passe par Guam et le Japon) ; en 2050 (ou plutôt 2049 pour le centenaire de la prise de pouvoir communiste en Chine), la marine devrait avoir une capacité d'intervention planétaire. Si les deux premières n'ont pas été respectées, elles sont en bonne voie de l'être. Quant à la dernière, elle est également en bonne voie de réalisation.

Aujourd'hui, les chantiers navals construisent en quantité, et à une cadence de plus en plus rapide pour asseoir sa suprématie, tous les bâtiments de guerre de fort tonnage nécessaires à une marine de premier rang, capable de mener avec succès tous les types d'opérations navales loin de ses bases : porte-avions, bâtiments de débarquement, croiseurs antiaériens, pétroliers ravitailleurs d'escadre, Sous-marins nucléaires d'attaque (SNA), SNLE…

Pourtant, le nombre seul n'assure pas l'efficacité. Faute d'alliés sûrs, la Chine doit réinventer ou copier les doctrines d'emploi de ses adversaires potentiels. Elle a appris à durer à la mer en profitant du rassemblement international déclenché par la piraterie somalienne et en envoyant dans l'océan Indien des flottilles qui s'y sont relayées sans discontinuer depuis le 26 décembre 2008. Composées de deux frégates et d'un bâtiment logistique, elles ont été amenées à collaborer progressivement avec toutes les marines présentes sur zone. Depuis quelques années, ces groupes vont plus loin, jusqu'en Méditerranée et en Baltique. Une autre incertitude concerne le niveau réel des équipages en raison des besoins énormes en personnel que demande une marine en plein essor.

Il faut noter que les trois implantations navales situées outre-mer (Djibouti, Gwadar et Kyaukpyu) ont une triple fonction. Elles sont situées à proximité immédiate de détroits vitaux (Bab-el-Mandeb, Ormuz et Malacca) ; sont capables Yunnan).d'accueillir des forces d'intervention importantes (Djibouti pourrait accueillir 10 000 personnes) ; disposent de ports marchands contrôlés par la Chine et sont situés à l'aboutissement de corridors économiques importants (la voie de chemin de fer qui assure l'essentiel des exportations de l'Éthiopie ; le corridor économique Chine–Pakistan vers le Xinjiang, les oléoducs et gazoducs vers le yunan

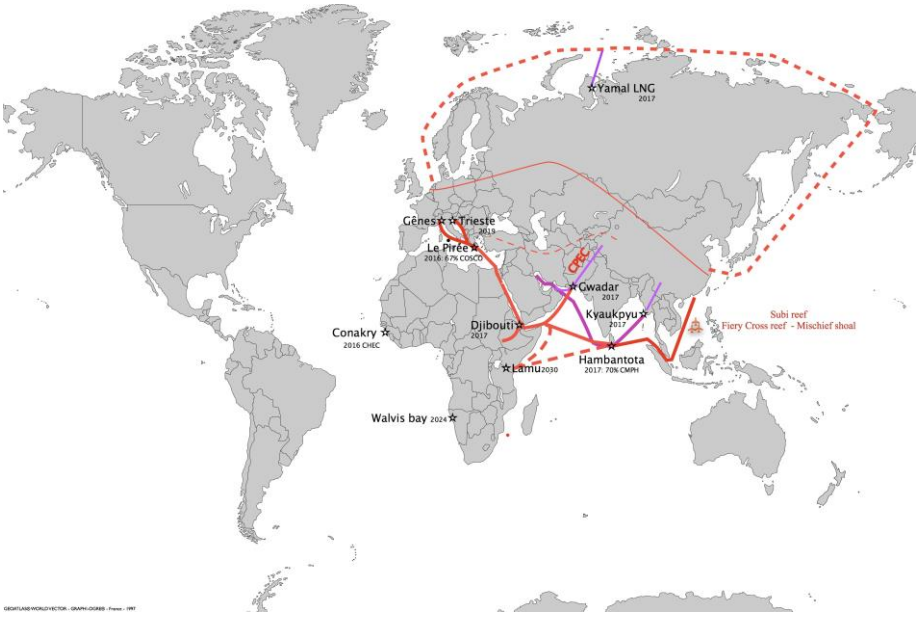


Figure 3 : L'Initiative ceinture (corridors terrestres) et routes (maritimes) ne concerne pas le continent américain.

La Chine sait que la route qui la mènera au statut de puissance dominante passe par les échanges maritimes qui constituent l'épine dorsale de son économie. C'est la raison pour laquelle elle joue simultanément des deux principales composantes du *Hard Power* que sont la puissance économique et la puissance militaire pour imposer sa volonté au monde. Ses institutions la mettant en mesure de planifier à longue échéance, la Chine dispose d'un avantage décisif sur ses adversaires des pays démocratiques dont les dirigeants restent en poste pendant des mandatures trop courtes pour pouvoir mener à bien de grands projets.

Il lui faut toutefois absolument éviter toute provocation qui pourrait conduire à un conflit de haute intensité qu'elle serait encore probablement incapable de gagner. Aussi, cultive-t-elle les valeurs traditionnelles chinoises de patience et d'ambiguïté pour s'en prémunir sans toutefois reculer.

La guerre commerciale commencée par le président Trump en menaçant directement les objectifs politiques de la Chine est, probablement, le principal écueil qui pourrait mettre en péril la réalisation du rêve chinois. Elle est cependant contrariée par la pandémie de la Covid-19 dont l'Empire du Milieu semble devoir se redresser plus rapidement que son principal adversaire. ♦

(7) En novembre 2003, le président Hu Jintao a déclaré que « certaines grandes puissances » étaient déterminées à contrôler le détroit et a appelé à l'adoption de nouvelles stratégies pour atténuer la vulnérabilité perçue. Un journal a écrit : « Il n'est pas exagéré de dire que quiconque contrôle le détroit de Malacca aura également la mainmise sur la route énergétique de la Chine. »

(8) Un trait supplémentaire a été ajouté le 11 janvier 2013, de façon à inclure totalement Taïwan et le détroit de Taïwan qui entrerait de ce fait totalement sous sa juridiction.
(9) Le CNUDM ne prévoit que l'établissement de zones de sécurité qui ne peuvent s'étendre sur une distance de plus de 500 mètres autour des îles artificielles.

(10) Autrement appelée manœuvre de l'artichaut par le général Beaufre.
(11) Labayle-Couhat Jean, *Les Flottes de combat 1982*, *Éditions maritimes et d'outre-mer, 1981, p. XXVII.*
(12) Leur empreinte territoriale est plus ou moins importante selon l'évolution des besoins stratégique et économique ainsi qu'en fonction des aléas géopolitiques. Seule Djibouti est pleinement opérationnelle ; Gwadar (ou Jiwani, située à proximité) ne le sera probablement qu'à l'entrée en service du corridor économique Chine-Pakistan. Quant à Kyaukpyu, le rapprochement du Myanmar avec l'Inde met sérieusement en question l'établissement d'une implantation de grande envergure.

La marine française osera-t-elle narguer Pékin en mer de Chine ?

La mission Jeanne d'Arc, composée d'un sous-marin, un porte-hélicoptères et une frégate, fait route vers l'Asie. Passera-t-elle par le détroit de Taïwan ?

La frégate française « Surcouf » prend part à la mission Jeanne d'Arc qui navigue vers la mer de Chine.© HO / EU NAVFOR / AFP

De notre correspondant en Asie, Jérémy André (Hongkong)

Publié le 10/04/2021 à 10h00

Le porte-hélicoptères *Tonnerre* et la frégate *Surcouf* emprunteront ils le détroit de Taïwan ? C'est le « gros sujet » qui agite aujourd'hui les analystes des affaires navales françaises. Dans un contexte tendu, alors que les grandes manœuvres et les déclarations alarmantes se succèdent, les bâtiments français qui composent la mission Jeanne d'Arc, après avoir achevé leurs manœuvres dans le golfe du Bengale, mettent désormais le cap vers le détroit de Malacca, la mer de Chine et in fine le Japon. Un itinéraire jusque-là sans histoire, emprunté régulièrement par des navires français dans la décennie passée, et qui se révèle cette année particulièrement sensible. De quoi aguerrir les élèves de l'école navale.

Car Jeanne d'Arc, mission de formation annuelle depuis une décennie, embarque, parmi ses équipages de 350 marins, 148 futurs officiers de marine (tous vaccinés avant le départ, selon le ministère). Elle s'inscrit cette année dans la « stratégie indo-pacifique », chère à Emmanuel Macron, qui en a fait un des axes de son mandat lors d'un discours à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, en mai 2018. Un terme chargé, puisqu'il est aussi celui adopté par les États-Unis pour renforcer leurs partenariats dans la région – avec en ligne de mire Pékin. Les revendications chinoises en mer de Chine méridionale et orientale, et surtout sur Taïwan, ont été dénoncées une fois de plus ce mois-ci par les Américains, en particulier INDOPACOM, le commandement US dans la région, qui a publiquement jugé qu'une tentative d'invasion de Taïwan par la Chine était « beaucoup plus proche que beaucoup ne le pensent ».

Roadshow de diplomatie navale

Cependant, la France s'est toujours défendue de s'aligner sur Washington, veillant à distinguer systématiquement sa propre politique indo-pacifique. « Notre approche est centrée sur la présence pacifique, le rappel du droit international et la coopération, avec le souci de développer un agenda positif, pour promouvoir la sécurité environnementale, la sécurité face aux catastrophes, le multilatéralisme, et non un agenda réactif, d'endiguement d'une puissance », rappelle-t-on au cabinet de la ministre des Armées Florence Parly. L'exécutif français a beau se défendre de viser la Chine par sa stratégie indo-pacifique, il tire néanmoins lui aussi un constat alarmant à son sujet : « La Chine a doublé son budget de défense depuis 2012, permettant un développement spectaculaire de ses capacités militaires, en particulier aéronavales et de ses forces de dissuasion », détaille l'entourage de la ministre.

« Elle a ouvert une base à Djibouti, ce qui devrait étendre ses capacités de projection. Suite à une série de déclarations extrêmement agressives de la diplomatie chinoise qui visent à dénier aux autres le droit de naviguer dans les eaux internationales de mer de Chine du sud, nous sommes naturellement inquiets. Cela nous a renforcés dans l'idée que la meilleure réponse est de marquer notre présence. Ce qui n'est pas du tout une logique d'escalade ni de confrontation, mais plutôt de rappel du droit international, auquel nous sommes attachés, qui garantit la liberté de navigation dans les eaux internationales. » *Cabinet de Florence Parly*

Les points chauds de mer de Chine ne seront cependant pour Jeanne d'Arc pas l'unique objectif d'un long *« roadshow »* de diplomatie navale, auprès des partenaires qui égrènent son parcours : Américains bien sûr, Australiens, Indiens, Japonais, mais aussi Malaisiens et Indonésiens. « La mission Jeanne d'Arc 21 est d'abord une occasion d'entretenir des coopérations opérationnelles, tout en formant les futurs officiers », commente le cabinet. « Cela ne pourra que sensibiliser tous les élèves officiers à bord aux enjeux de l'Indo-Pacifique, en particulier les officiers stagiaires européens. Tous n'ont pas des marines tournées vers la zone. » La France, précurseur du fait de ses territoires d'outre-mer, espère ainsi convertir d'autres pays de l'Union européenne après l'Allemagne, qui a fait son coming out indo-pacifique en 2020. La « tournée » vient tout juste de terminer son étape indienne, démarrée par une escale à Bombay. Soucieuse comme Paris de ménager Pékin, New Delhi reste plutôt réticente à approfondir l'axe indo-pacifique en véritable coalition anti-chinoise sous un leadership américain. L'Inde voit donc logiquement la France, sur la même ligne, comme l'un de ses plus proches partenaires dans l'Indo-Pacifique. Modi et Macron avaient d'ailleurs signé un accord dès 2018, lors d'une visite du président français.

Paris et New Delhi ne font pas pour autant bande à part. Jeanne d'Arc a ainsi été l'occasion d'inviter l'Inde, une première, à la deuxième édition des exercices La Pérouse, qui se sont déroulés du 4 au 7 avril dans le golfe du Bengale, avec les marines américaine, australienne et japonaise, s'affichant ainsi aux côtés des quatre membres du dialogue stratégique commencé par Donald Trump. Une esquisse d'un « Quad plus », une coalition élargie comprenant la France ? « Une alliance militaire formelle est encore loin », souffle-t-on chez un membre potentiel. Pourtant, une telle alliance, formalisant des obligations de soutien mutuel, fait défaut. En l'absence de traité, en cas d'agression, rien n'assure en effet le soutien automatique des partenaires, en particulier pour la France, la zone ne relevant pas des accords de l'Otan.

Le maillon faible

Or, c'est précisément cette faiblesse que Pékin pourrait être tenté de mettre à l'épreuve à ses abords. En mer de Chine méridionale, la Chine a depuis le milieu des années 2010 artificialisé et militarisé des îlots disputés, pour y asseoir ses revendications, exigeant unilatéralement, au mépris du droit de la mer, un droit de regard sur la circulation des navires dans les eaux de ces archipels. En outre, elle y déploie des « milices maritimes », des unités paramilitaires naviguant sur des bateaux de pêche, qui se sont fait justement remarquer en mars autour du récif de Pentecôte, revendiqué par les Philippines. « Quand on passe en mer de Chine du Sud, on est suivis par des vols d'hélicoptères et d'avions », rappelle par ailleurs Mathieu Duchâtel, directeur du programme Asie à l'Institut Montaigne, et spécialiste de la sécurité maritime. Pour la France, un incident y paraît cependant peu probable, la ligne rouge chinoise étant connue : ne pas pénétrer les 12 milles nautiques autour des îlots revendiqués. « Les Américains entrent pour rappeler le droit international et la liberté de navigation, les Britanniques l'ont fait, une fois. Cela provoque des tensions. Les Français, eux, ne disent rien, mais on pense qu'ils n'entrent pas. »

On est aussi dans une période où la Chine prend des risques. Depuis deux ans, un incident paraît possible. *Mathieu Duchâtel*

Le véritable risque se concentre en réalité pour la France sur le détroit de Taïwan. Une nouveauté, rappelle Mathieu Duchâtel : « Avant 2019, le passage dans le détroit de Taïwan n'était même pas une question, et la marine française faisait même parfois escale en Chine à sa suite. Puis en avril 2019, lors du passage de la frégate *Vendémiaire*, Pékin a tenté de l'intercepter et dénoncé une violation des « eaux territoriales chinoises ». Les Chinois ont subitement décidé que le passage dans le détroit de Taïwan était devenu un problème. » Une évolution qui crée un dilemme politique pour Paris : éviter le passage sera perçu comme un renoncement ; le réitérer serait ignorer l'avertissement de 2019. « Cela paraît plus risqué qu'il y a 3 ans », évalue le chercheur de l'Institut Montaigne. « Il y a un plus grand potentiel de friction. (…) On est aussi dans une période où la Chine prend des risques. Depuis deux ans, un incident paraît possible. »

La France, perçue comme un allié fragile ou ambigu de Washington, a en outre le profil du candidat idéal pour tester la solidité du front que la nouvelle administration de Joe Biden tente de mobiliser contre Pékin, qui, pour contre-attaquer, « pourrait chercher le maillon faible », pronostique Duchâtel. Les Chinois ont-ils envoyé des messages dans ce sens ? Le 12 mars, un article d'opinion paru dans le *South China Morning Post*, par un analyste en sécurité maritime, Mark J. Valencia, employé par l'Institut national des études sur la mer de Chine méridionale, un centre de recherche chinois, avertissait : « La France joue avec le feu en mer de Chine du Sud », précisant carrément que « les entreprises françaises investies en Chine devraient être inquiètes ».

Dilemme et montée en gamme

Cette décision de passer par le détroit devra être tranchée au moment même où la relation franco-chinoise s'est significativement tendue. Outre la convocation récente de l'ambassadeur de Chine en France, Lu Shaye, la ministre des Armées Florence Parly a révélé début février qu'un sous-marin nucléaire d'attaque, l'*Émeraude*, avait, dans le cadre de la mission Marianne, effectué un passage en mer de Chine méridionale, au terme d'une mission l'ayant mené à Perth, à l'ouest de l'Australie, à 15 000 km des côtes françaises. « Cela renforce notre crédibilité pour nos partenaires dans la zone. Peu de pays peuvent projeter un sous-marin nucléaire d'attaque à cette distance », se félicite le cabinet. Ce détour par la mer de Chine a été unanimement interprété comme un message à destination de Pékin. « La mission Jeanne d'Arc comprenant un porte-hélicoptères et une frégate, c'est le tarif habituel », note en résumé Mathieu Duchâtel. « Par contre, la présence du sous-marin nucléaire d'attaque, et la communication appuyée sur le sujet, c'est une vraie montée en gamme de la présence française dans ces eaux. »

Tout dépendra désormais d'un arbitrage politique, au plus haut niveau de l'État : « Il faut trouver un équilibre entre la démonstration de la solidarité avec ses partenaires, du primat du droit et d'une posture plus ferme, et en même temps, la conscience que la France, puissance moyenne, ne peut pas se mettre en porte-à-faux avec la Chine, nouvelle puissance de premier plan », synthétise Hugo Decis, analyste à l'International Institute for Strategic Studies, groupe de réflexion britannique. « La récente querelle avec l'ambassade de Chine en France pourrait jouer dans les deux sens », ajoute ce spécialiste de la sécurité maritime. « Soit cela peut inciter à faire profil bas. Soit à envoyer un message à la Chine : si vous surenchérissez, nous pouvons le faire nous-mêmes. C'est la décision qui sera prise qui nous renseignera sur le degré de conscience dans la relation avec la partie chinoise. »

Au ministère, on laisse le suspense entier : « L'itinéraire précis sera défini en temps réel », indique le cabinet. « Ce ne sont en tout cas pas des articles de presse qui influeront sur la décision. » Comment penchera la balance ? « Une partie de l'élite administrative ou politique n'a pas fait le deuil de l'engagement avec la Chine », nuance Hugo Decis de l'IISS.

« Mais cinq satisfactions auprès d'autres partenaires peuvent valoir une vexation chinoise. Alors que se développent des programmes extrêmement structurants avec l'Inde et l'Australie, on peut imaginer une réévaluation de la position vis-à-vis de la Chine. »

Pékin et Manille remettent le couvert en mer de Chine méridionale

Claude Leblanc 6 06 avril 2021 à 17h45

Depuis plusieurs semaines, le ton monte entre l'administration philippine et la Chine dont des dizaines de navires occupent une partie de la zone économique exclusive du pays. A un an de la présidentielle, le sujet redevient très sensible

Des bateaux chinois près du récif Whitsun. - © Sipa Press

Si ses relations risquent de se détériorer avec Manille, le gouvernement chinois cherche de plus en plus à se rapprocher du Vietnam. Dernière illustration de cette volonté manifeste, la déclaration publique de Xi Jinping adressé à Nguyen Xuan Phuc qui vient d'être élu président. « Depuis l'an dernier, les liens bilatéraux ont connu un développement solide, un nouveau chapitre étant écrit dans les relations de bon voisinage et d'amitié entre la Chine et le Vietnam », a notamment dit le président chinois. Et de souligner qu'« à l'heure où le monde connaît de profonds changements inédits depuis un siècle, les relations entre les deux pays sont entrées dans une phase cruciale ».

Lorsque Rodrigo Duterte a été élu à la présidence des Philippines en 2016, l'une de ses premières décisions a été d'enterrer la hache de guerre avec Pékin concernant la mer de Chine méridionale. Son prédécesseur avait choisi de prendre le monde à témoin en présentant devant la cour d'arbitrage de La Haye un dossier remettant en cause les revendications territoriales chinoises dans cette zone. Le 12 juillet, la sentence du tribunal donnait raison aux Philippins en affirmant que les arguments de la Chine n'étaient pas recevables. Pourtant, le nouveau pouvoir à Manille n'a pas cherché à capitaliser sur ce succès juridique en se rapprochant notamment des Etats-Unis déjà très investis dans ce dossier. Il a préféré se tourner vers la Chine, prête à mettre des milliards de dollars sur la table pour aider le pays dans son développement.

Mer de Chine méridionale : le grand bazar

Cinq ans plus tard, une grande partie des investissements promis ne s'est pas concrétisée, avec des projets retardés ou mis en veilleuse, tandis que la rhétorique antichinoise s'est intensifiée au sein du gouvernement et parmi le public philippin. L'approche conciliante de Rodrigo Duterte à l'égard de Pékin n'est pas partagée par la majorité de l'opinion publique philippine, qui continue de considérer d'autres puissances mondiales et régionales plus favorablement.

Une enquête réalisée en juillet 2020 par l'institut de sondage Social Weather Stations révèle que la « confiance » des Philippins envers la Chine est passée de « médiocre » à « mauvaise », avec une cote de confiance nette de - 36. Il s'agit de l'indice le plus bas depuis avril 2016, deux mois avant l'entrée en fonction du président. Les Philippins manifestent davantage leur confiance à l'égard des Etats-Unis et de l'Australie. Cette détérioration du sentiment public à l'égard de la Chine a coïncidé avec la pandémie de coronavirus – qui a ravagé l'économie philippine – et l'attitude de Pékin en mer de Chine méridionale.

Contaminations. En 2020, les Philippines, pays d'Asie du Sud-Est qui a enregistré le plus grand nombre de contaminations et de morts liés à la Covid-19, ont enregistré une chute de 9,5 % de leur PIB, soit la plus forte contraction jamais enregistrée. Elles sont entrées en récession pour la première fois depuis trente ans. Dans le même temps, la Chine a apparemment renforcé sa présence en mer de Chine méridionale, notamment dans les zones revendiquées par Manille, mettant ainsi sous pression le gouvernement de Rodrigo Duterte qui n'a plus d'autres choix que de revoir son attitude à l'égard de Pékin.

Au cours des derniers mois, les signes de nervosité vis-à-vis de la Chine se sont multipliés. En avril dernier, le ministère des Affaires étrangères a publié un communiqué de soutien au Vietnam après un incident avec la marine chinoise à l'issue duquel un bateau vietnamien avait été coulé. Et surtout en juillet, il a célébré l'anniversaire de la décision de la cour arbitrale de La Haye et appelé Pékin à se conformer à la sentence.

Avec le passage dans la nouvelle année, le ton s'est visiblement durci d'autant que la Chine semble de moins en moins disposée à chercher l'apaisement avec un pays qui autorise toujours les exercices militaires annuels avec les Etats-Unis alors qu'il avait été question d'y mettre fin. Le renforcement de la présence américaine sur le plan naval et aérien à proximité des Philippines a donc incité Pékin à déployer dans cette partie de la mer de Chine une flottille de quelque 200 navires appartenant à sa Milice maritime au large de Whitsun Reef, un récif corallien dans l'archipel des Spratleys situé dans la zone économique exclusive (ZEE) des Philippines et baptisé récif Julian Felipe par Manille.

Arrivés début mars, ces bateaux que la Chine présente comme des chalutiers sont devenus le point de crispation entre les deux pays d'autant que les Chinois utilisent l'appellation de Niu'e Jiao pour désigner le récif et affirmer qu'il s'agit d'un «lieu de pêche traditionnel pour les pêcheurs chinois depuis de nombreuses années ».

Au cours du week-end, Manille a décidé de changer de tactique. Après avoir rappelé que 44 bateaux chinois étaient toujours amarrés au récif et que près de 200 autres étaient éparpillés autour d'autres récifs et de Pag-asa (Thitu), la plus grande île occupée par les Philippins dans la ZEE, à 370 kilomètres l'île philippine de Palawan, le ministre de la Défense a exigé qu'ils « dégagent ».

« Mépris total ». Dimanche, l'ambassade de Chine a réagi en demandant aux responsables philippins de « faire des efforts constructifs et éviter toute remarque non professionnelle qui pourrait attiser des émotions irrationnelles ». Visiblement agacé par l'attitude des diplomates chinois, le ministre a dénoncé leur «mépris total» des lois internationales, en particulier de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, déclarant que leur conduite était « consternante ». Il a ajouté que les revendications philippines « reposent sur une base solide, alors que ce n'est pas le cas pour la Chine ».

Le 5 avril, le ministère des Affaires étrangères a annoncé son intention de déposer « une protestation diplomatique pour chaque jour de retard dans le départ des navires chinois ». Sur le plan politique, plusieurs voix se sont élevées pour soutenir le ministre de la Défense. « Il est grand temps que le pays, en tant que nation unie, s'oppose à l'incursion continue de la Chine. Au dire de tous, il s'agit d'une intimidation maritime », a notamment déclaré le sénateur Franklin Drilon tandis que le député Ruffy Biazon a affirmé que « les déclarations

doivent être suivies par des actions, sinon les Chinois seront encouragés à poursuivre leur plan d'occupation d'une plus grande partie de la ZEE, quoi qu'en disent les Philippines ».

Rodrigo Duterte garde pour l'instant un silence embarrassé, cherchant, dit-on, à désamorcer les tensions entre son administration et Pékin. A un an de la présidentielle, il se pourrait que la mer de Chine méridionale et les relations avec la Chine deviennent un enjeu important. Un petit air de déjà-vu.

Qu'y a-t-il de si difficile à quitter l'Afghanistan ?

20 avril 2021 - Dans Conflits armés, Criminalité et terrorisme De War on the Rocks

Au cours des trois dernières semaines, c'est à deux reprises que le président Joe Biden a évoqué publiquement la difficulté du retrait d'Afghanistan de tout le personnel non diplomatique américain avant la date limite stipulée dans l'accord entre les États-Unis et les talibans. « Il va être difficile de respecter la date limite du 1er mai », a-t-il déclaré lors de sa première conférence de presse, « rien qu'en termes de raisons tactiques, il est difficile de faire partir ces troupes. » La durée des opérations de combat américaines en Afghanistan, en Irak, en Syrie et ailleurs illustre les difficultés politiques qu'occasionne, pour la Maison-Blanche, un désengagement complet des efforts de lutte contre le terrorisme à l'étranger. Toutefois, en l'occurrence, c'est aux difficultés logistiques que fait allusion le président des Etats-Unis. Pourquoi est-ce si difficile sur le plan logistique ? Quelles sont ces « raisons tactiques » auxquelles Biden fait référence ?
Schroden, War on the Rocks

Traduction Alban Wilfert pour Conflits
Les retraits militaires de grande ampleur sont des opérations complexes, en particulier ceux qui nécessitent une évacuation totale des troupes et des équipements du théâtre des opérations. Repli des troupes et de leur équipement dans un environnement peu sûr, transfert ou destruction du Ryan Baker et Jonathan matériel et des installations en trop, transport de tout le reste hors du théâtre d'opération… il faut du temps et des efforts pour effectuer tout cela de manière ordonnée. En Afghanistan, des contraintes géographiques, diplomatiques et juridiques viennent encore compliquer ce processus. Les États-Unis pourraient retirer leurs forces au cours des prochaines semaines, mais cela serait difficile et extrêmement coûteux. Il faudrait sans doute, pour cela, aller chercher des ressources de transport et de logistique en place pour d'autres missions dans le monde, abandonner un tas d'équipements en parfait état en Afghanistan, signer des contrats coûteux pour arriver à une capacité de transport rapide, laisser les forces alliées et partenaires en Afghanistan dans l'incertitude et, potentiellement, faire courir un plus grand risque aux troupes américaines sur le terrain pendant le retrait.

Si les États-Unis ne sont pas disposés à payer ce prix (et, visiblement, Biden ne l'est pas), il leur faudra probablement bien des mois, et non des semaines, pour arriver à un retrait complet d'Afghanistan.

La posture actuelle des forces américaines en Afghanistan

Les États-Unis ont actuellement entre 2 500 et 3 500 soldats sur le terrain en Afghanistan, aux côtés d'environ 7 000 soldats de leurs alliés de l'OTAN, soit un total d'environ 10 000 soldats à retirer. Théoriquement, les États-Unis pourraient laisser les forces de l'OTAN livrées à elles-mêmes, mais cela semble peu probable compte tenu de l'objectif de l'administration Biden d'arranger les relations entre les États-Unis et l'OTAN et de la récente déclaration du secrétaire d'État Anthony Blinken, qui a assuré que les États-Unis et l'OTAN « partiraient ensemble ». Si l'on ajoute les *contractors*, employés de sociétés militaires privées, dont l'accord entre États-Unis et talibans stipule qu'ils doivent également quitter l'Afghanistan, le nombre total de personnes à retirer se situe entre 15 000 et 20 000.

La grande majorité de ces personnes sont logées dans une douzaine ou une quinzaine de bases, où se trouvent des quantités considérables d'équipements, militaires et non militaires, nécessaires pour subvenir à leurs besoins essentiels et à leurs opérations quotidiennes. Dans chacune de ces bases, on trouve entre autres des assortiments de véhicules à roues polyvalents à haute mobilité, de véhicules protégés contre les mines et les embuscades et de véhicules tout-terrain connexes utilisés pour les opérations de combat, ainsi que des véhicules plus petits tels que des M-Gators et des voiturettes de golf renforcées utilisées pour se déplacer dans les bases elles-mêmes. Il y a des piles de conteneurs maritimes, dont certains sont des unités de logement et des bureaux, et d'autres sont remplis de fournitures, d'équipements et de matériel militaire. Et certaines bases disposent d'aéronefs, des drones et des hélicoptères, qui ne peuvent quitter l'Afghanistan par leurs propres moyens.

Dans l'absolu, l'armée américaine dispose des moyens nécessaires pour évacuer tout ce monde d'ici au 1er mai. Un seul C-17 peut transporter 188 passagers, ce qui signifie qu'il faut 80 à 106 sorties pour retirer 15 000 à 20 000 personnes d'Afghanistan. Même à un rythme modéré de huit sorties de C-17 par jour, environ deux semaines suffiraient à faire partir tout ce monde. L'armée américaine dispose, au total, de 223 C-17. Mais bien sûr, cette capacité brute ne se traduit pas directement par le retrait « dans l'ordre et la sûreté » que Biden a promis s'il décide de partir. Un tel objectif de réduction sûre et méthodique de la présence des États-Unis et de l'OTAN nécessite une planification sophistiquée à haut niveau et un séquençage des opérations logistiques, et tout cela prend du temps.

Dans son excellent livre sur l'expérience américaine dans la vallée de Pech en Afghanistan, *The Hardest Place*, paru récemment, l'auteur Wesley Morgan décrit de la sorte le retrait tactique de quelques compagnies de l'armée américaine (plusieurs centaines de soldats) d'une demi-douzaine d'avant-postes de combat dans la tristement célèbre vallée de Korengal en Afghanistan :

Evacuer tout le monde et tout le matériel (notamment un quart de tonne d'équipements) des avant-postes devait nécessiter quatre jours, à raison de vingt vols d'hélicoptère par jour. Des rangers américains et une compagnie de commandos afghans étaient également censés veiller, en vol, à l'évacuation, pour plus de sécurité.

Quoique court et seulement tactique, cet exemple illustre plusieurs des défis physiques à relever en vue du retrait des forces d'Afghanistan. Il montre, entre autres, l'ampleur requise des efforts de retrait (et de la planification pré-mission associée) par rapport au nombre de troupes de combat impliquées. Il illustre également les coûts supplémentaires imposés par l'exigence de sécurité permanente des troupes et des équipements sur le terrain. Il s'agit notamment des coûts réels et des coûts d'opportunité des moyens militaires (y compris le déploiement de troupes supplémentaires) utilisés pour couvrir le retrait plutôt qu'à des opérations offensives. Et cela suppose des positions sûres vers lesquelles déplacer les personnes et les équipements ainsi retirés.

La logistique d'un retrait complet

Bien entendu, les États-Unis ont déjà retiré des forces et des équipements d'Afghanistan, notamment pendant l'année 2014. Si les États-Unis ont sans doute tiré de cette expérience des leçons qui les aideront pour un retrait définitif, il y a toutefois d'importantes différences entre le retrait de certaines troupes et de certains

équipements d'un théâtre de conflit et le retrait de toutes les troupes et de tous les équipements. Comme suggéré plus haut, si les analystes prennent souvent les niveaux de troupes comme référentiel, leur retrait est généralement beaucoup plus simple et rapide que celui de leur équipement. Celui-ci, et en particulier les véhicules, est lourd et encombrant, et il faut bien plus de temps pour le nettoyer et le préparer au transport inter-théâtre qu'il n'en faut pour le personnel. En outre, des contraintes juridiques empêchent les forces américaines de se débarrasser simplement des équipements et des installations qu'elles préféreraient ne pas rétrocéder. Seules certaines catégories d'équipements peuvent être transférées au gouvernement afghan, par exemple. Et pour détruire une pièce d'équipement encore en bon état de fonctionnement, l'armée américaine doit certifier qu'il n'y a aucun moyen de la réutiliser ou de la transférer ou que la destruction est l'option la plus rentable, comparaison des coûts à l'appui. Le respect de telles exigences suppose de très grands efforts et une importante coordination entre les multiples couches de la bureaucratie militaire.

Dans le cadre d'un retrait partiel, il est fréquent que l'armée retire rapidement un ensemble de troupes pour atteindre le niveau de troupes souhaité, tout en laissant une part disproportionnée de l'équipement derrière elle, que la force résiduelle peut soit démilitariser soit rétrograder. La technique de retrait privilégiée, celle du retrait « en étoile », qui fut utilisée avec succès par les forces américaines lors du retrait de 2014 où les États-Unis ont déplacé les personnes et les équipements des petites bases désormais fermées vers les grandes bases qui restaient en place (à l'instar des aérodromes de Bagram et de Kandahar), se prête naturellement à cette approche. Mais lorsqu'il s'agit de ne plus avoir de troupes (et de *contractors*) avant une certaine date limite, les militaires perdent la flexibilité que procure une force résiduelle, ce qui altère forcément la façon dont ils planifient et exécutent le retrait, et rend la phase finale presque systématiquement « difficile ».

Pour quitter le théâtre d'ici au 1er mai, les États-Unis devront retirer rapidement leurs troupes et une grande partie de leur équipement. S'ils ont récemment fait l'expérience d'un retrait rapide, le retrait d'Irak en 2011, ils avaient alors la capacité de conduire et de transporter les derniers hommes et leur matériel par voie terrestre jusqu'à des bases au Koweït, où ils ont eu le luxe de disposer d'installations sécurisées pour traiter les derniers équipements retirés. Dans le cas de l'Afghanistan, les États-Unis ne seront pas en mesure de conduire le reste de leur personnel et de leur matériel dans un pays voisin. Par conséquent, le redéploiement à partir de l'Afghanistan impliquera que les troupes et le matériel se déplacent sur différentes lignes d'approvisionnement avec différents modes de transport, à des rythmes différents et avec des exigences différentes en termes de transit. Lorsque les États-Unis ont retiré leurs forces d'appoint d'Afghanistan en 2014, la plupart des troupes ont été transportées par avion directement hors du pays vers des escales régionales et vers leur station d'origine peu après. Leur équipement, en revanche, a été retiré en combinant le transport aérien au-dessus du Pakistan vers des bases américaines dans les pays du Golfe, le transport par camion à travers le Pakistan vers divers ports de ce pays, et des combinaisons d'expéditions par train et par camion à travers les États d'Asie centrale vers divers ports sur les mers Caspienne, Noire et Baltique. Ce processus, naturellement, était beaucoup plus lent et devait être soigneusement chorégraphié pour éviter de laisser des personnes ou des équipements exposés à des forces hostiles sur le terrain.

En raison de l'insécurité de l'environnement afghan, l'armée américaine ne peut pas se permettre de laisser des troupes sur le terrain sans équipement, ni de l'équipement sans troupes. Par conséquent, pour être vraiment sûr et ordonné, le retrait pourrait même nécessiter une augmentation temporaire de troupes et d'équipements supplémentaires, ralentissant encore le retrait. Lors du retrait d'Afghanistan en 2014, le 1st Theater Sustainment Command a déployé des brigades logistiques dans chacune des zones de commandement régionales pour faciliter le retour en arrière (ce qui s'est avéré être un moyen efficace de mettre en œuvre l'expertise logistique de ces unités). Un retrait rapide des forces en Afghanistan requerrait probablement, au minimum, une augmentation du personnel de maintenance aéronautique et de soutien au sol pour gérer l'afflux de sorties d'aéronefs qui serait nécessaire pour respecter le délai.

Ces forces, bien entendu, doivent être protégées lors de leurs déplacements et de leurs opérations dans le pays, ce qui augmente les exigences en matière de sécurité et de soutien sur le terrain.

Plusieurs aspects de la situation actuelle en Afghanistan contribuent à complexifier encore davantage une opération de retrait. Etant donné le niveau de violence, les unités doivent conserver une capacité suffisante pour se protéger et protéger leur équipement pendant la majeure partie du processus de rétrogradation, ce qui impose des contraintes au sujet de ce qui peut être emballé et quand, et de ce qui peut être séparé de l'unité et quand. Si les « annexes secrètes » de l'accord américano-taliban stipulent que les talibans n'attaqueront pas les forces des États-Unis et de l'OTAN, ces derniers ne feront probablement pas confiance aux unités talibanes locales pour adhérer complètement à cet accord lors du retrait, sans compter le risque d'attaque par Daesh et d'autres groupes terroristes. Le fait que l'armée américaine fournisse un soutien, notamment logistique, à ses alliés et aux forces partenaires dans le pays signifie également que le rythme et l'ordre du retrait devraient tenir compte des besoins distincts de ces forces. Parmi elles, les forces de l'OTAN s'attendront probablement à recevoir une certaine aide des États-Unis lors de leur retrait. C'est également le cas des forces afghanes, qui devront probablement prendre le contrôle des bases et de tout équipement résiduel que les États-Unis et leurs partenaires de l'OTAN laisseront derrière eux, et qui devront adapter leur posture et leurs opérations pour tenir compte du départ de capacités habilitantes essentielles telles que les conseillers, l'appui aérien et l'appui-feu, ainsi que les responsables de la maintenance et les logisticiens sous contrat. Si l'on ne tient pas compte des besoins de ces forces partenaires, elles pourraient s'effondrer, accroissant le risque pour la sécurité du personnel américain encore présent dans le pays, et entraînerait des coûts importants en termes de diplomatie et de réputation. Et, bien entendu, la géographie éloignée et enclavée de l'Afghanistan et son infrastructure sous-développée compliquent le déplacement rapide de grandes quantités d'équipements et de personnel. A défaut, il faudrait consentir à des coûts énormes et obtenir la coopération des États voisins de l'Afghanistan, dont il est peu probable que le moindre s'avère aussi accommodant que le Koweït l'a été lors du retrait américain de l'Irak en 2011.
La complexité des retraits à grande échelle montre qu'aller vite est coûteux, en termes de coûts en dollars, de coûts d'opportunité et de coûts de réputation. La compression des délais de retrait augmente également le coût des contrats sur lesquels l'armée américaine s'appuie pour une partie de ses opérations logistiques, puisqu'elle sollicite davantage les actifs des entreprises contractantes. Le raccourcissement des délais signifie également que l'U.S. Transportation Command doit consacrer une plus grande partie de ses ressources disponibles au retrait, c'est-à-dire effectuer le plus grand nombre possible de sorties d'avions en peu de temps. La modification de sa posture accroît le risque qui pèse sur les autres intérêts américains dans le monde, en réduisant la capacité du commandement à soutenir d'autres opérations militaires. Un retrait rapide signifierait également que des retards et des contretemps, qui, autrement mineurs, seraient amortis lors d'un processus de retrait normal, pourraient au contraire entraîner la nécessité de détruire ou de démilitariser des équipements qu'il aurait été rentable de ramener chez soi. Ainsi, alors qu'elle avait l'avantage d'une force résiduelle, l'armée américaine a tout de même détruit pour plus de 7 milliards de dollars d'équipement militaire en Afghanistan pendant le retrait massif de 2014. Plier bagages en quelques semaines laisserait par ailleurs peu de temps aux États-Unis pour la coordination avec leurs alliés et partenaires, afin de s'assurer que le retrait ne les laisse pas dans une position intenable ou inutilement dangereuse.

Quand le seuil d'impossibilité d'effectuer un retrait organisé d'ici au 1er mai sera-t-il franchi par les Etats-Unis ? Compte tenu des complexités décrites ci-dessus, il n'y a pas de rupture nette dans le calendrier entre un retrait « dans l'ordre et la sûreté » et un retrait « désordonné et périlleux ». Au contraire, les retraits à grande échelle deviennent de plus en plus difficiles, chaotiques et coûteux à mesure que le temps imparti à leur mise en œuvre diminue.

Par conséquent, le temps nécessaire au retrait des troupes et des équipements restants d'Afghanistan dépend *in fine* de ce que les États-Unis sont prêts à payer pour les faire partir, en termes de dollars, de coûts d'opportunité, de coûts de réputation et de risque géopolitique.

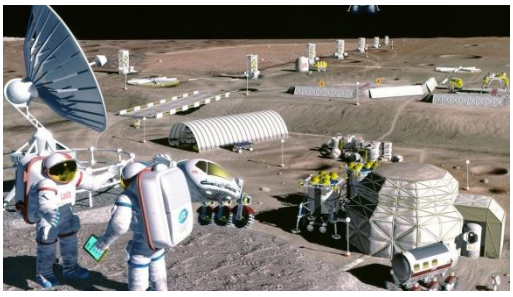
Conclusion

L'armée américaine a la capacité brute de retirer tout le personnel restant d'Afghanistan en quelques semaines seulement. Peut-elle le faire sans abandonner un grand nombre d'équipements coûteux, sans laisser ses alliés de l'OTAN se débrouiller seuls, sans retirer des ressources du Commandement des transports des États-Unis de missions ailleurs dans le monde, et même sans exposer les troupes américaines sur le terrain à des risques importants en privant de priorité les considérations tactiques pendant le retrait ? Rien n'est moins sûr. Ce sont là des coûts et des risques réels, qui expliquent en grande partie pourquoi il est si difficile de quitter l'Afghanistan dans un délai court, que cela signifie pour le 1er mai ou dans quelques mois.

Les « raisons tactiques » citées par M. Biden lors de sa conférence de presse ne sont donc pas des raisons liées à la capacité logistique, à proprement parler. Il s'agit plutôt de savoir combien il est prêt à payer, et à risquer, pour surmonter les difficultés logistiques et les coûts associés à un retrait sûr et ordonné. Compte tenu des commentaires du président à ce jour, il semble qu'il préfère un délai de plusieurs mois, et non de plusieurs semaines, pour se retirer de l'Afghanistan.

La Chine et la Russie signent un accord pour la construction d'une station lunaire

Rémy Decourt Journaliste - Publié le 15/03/2021



Bientôt une base permanente sur la Lune ? La Lune est l'astre le plus proche de la Terre. Pourtant, depuis la fin du programme Apollo, notre satellite naturel n'a plus connu de visite. Cela pourrait bientôt changer car l'Agence spatiale européenne (Esa) prépare la construction d'une base permanente à sa surface. La chaîne Euronews nous parle de ce projet ambitieux dans ce nouvel épisode de Space.

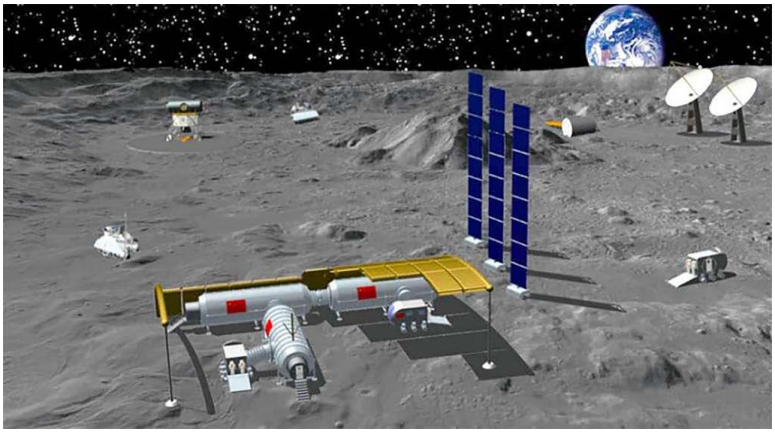
Pour ne pas laisser les États-Unis, seuls sur la Lune, s'accaparer des ressources naturelles et s'approprier de grands territoires comme le permet le *Space Act of 2015*, la Chine et la Russie ont décidé de coopérer dans la réalisation d'une station internationale de recherche lunaire. Cette station pourrait soit être une base en dur installée au pôle sud, soit une station spatiale orbitale. Un *mémorandum* d'accord vient d'être signé entre les agences spatiales chinoise et russe qui invitent également tous les pays à y participer.

Objectif Lune pour la Chine et la Russie. Les deux puissances spatiales veulent également leur « part de la Lune » mais aussi ne pas trop se faire distancer par les États-Unis dont les ambitions lunaires inquiètent les deux pays, traditionnellement opposés à Washington.

Ce 9 mars, dans un communiqué conjoint, Zhang Kejian, directeur de l'Agence spatiale chinoise (CNSA, *China National Space Administration*), et Dmitry Olegovich Rogozin, directeur général de Roscosmos

(*Russian National Aerospace Corporation*), ont annoncé avoir signé un « *Mémorandum d'accord entre le gouvernement de la République populaire de Chine et le gouvernement de la Fédération de Russie pour la construction en coopération d'une station internationale de recherche lunaire.* »

S'inspirant du concept de « village lunaire » ou « Moon Village » proposé par le directeur général de l'ESA, l'Allemand Jan Woerner, ce projet sera ouvert à tous les pays intéressés. Des partenariats internationaux qui « *visent à renforcer la collaboration en matière de recherche et à promouvoir l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques dans l'intérêt de toute l'humanité* », souligne le communiqué. Cela dit, la Chine et la Russie cherchent surtout à fédérer autour d'elles les puissances spatiales des pays émergents d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud qui ne participent pas au programme Artemis des États-Unis. Quant à l'Agence spatiale européenne, il ne fait guère de doute qu'elle participera d'une manière ou d'une autre à cette initiative russo-chinoise. Difficile d'imaginer l'ESA faire l'impasse sur un projet aussi ambitieux, avec d'importantes retombées technologiques, scientifiques et économiques, elle qui coopère déjà avec ses deux puissances spatiales sur plusieurs programmes d'exploration et d'observation de la Terre et qui participe à de nombreuses activées liées aux vols habités.



Concept d'une base lunaire au pôle sud de l'Agence spatiale chinoise. © CNSA

Incertitude sur la nature de cette future station de recherche : base au sol ou station en orbite

Cette annonce, qui ne surprend pas les spécialistes, est tout de même assez vague. Bien que cela fasse plusieurs années que Russes et Chinois tendent à se rapprocher autour d'ambitieux programmes spatiaux, on peut s'étonner que ce *mémorandum* ne précise pas s'il s'agit d'une base habitée sur la surface ou d'une station en orbite à proximité de la Lune. Le communiqué conjoint se borne à préciser qu'il est question d'une « *Station internationale de recherche lunaire (ILRS, International Lunar Research Station) [qui] consiste en un ensemble d'outils de recherche expérimentaux créés à la surface ou en orbite de la Lune et conçus pour mener des travaux pluridisciplinaires.* »

À cela s'ajoute qu'aucun calendrier n'a été annoncé et encore moins le budget que les deux puissances prévoient d'allouer à ce projet. Cependant, une feuille de route devrait être rendue publique « sous peu » fixant des objectifs calendaires avec, en point de mire, une date de mise en service, vraisemblablement dans le courant de la décennie 2030.

Cela dit, on imagine mal les Chinois, voire les Russes, se cantonner à l'orbite lunaire et ne pas débarquer des taïkonautes et des cosmonautes sur la Lune alors qu'Américains y séjourneront et travailleront d'ici moins d'une décennie. Il faut savoir que les plans de l'Agence spatiale chinoise prévoient la construction d'une base lunaire près du pôle sud qui devrait être mise en service vers 2035, suivie d'une présence humaine prolongée et permanente pour la période 2036-2045. À suivre donc.

Ce qu'il faut retenir :

Ensemble, la Russie et la Chine souhaitent conquérir la Lune.

- Bien que la Chine ait rattrapé son retard sur la Russie, certaines technologies lui manquent, mais elle pourra peut-être les acquérir à bon compte grâce à ce partenariat spatial.
- De son côté, la Russie, en se tournant vers la Chine, se prépare à la fin de la Station spatiale internationale (ISS) et de ses obligations vis-à-vis des partenaires occidentaux liés à ce programme.

Pour en savoir plus

Pour explorer la Lune, la Chine renforce ses partenariats avec la Russie - *Article de Rémy Decourt, publié le 19/08/2017*

La Chine et la Russie ont décidé de renforcer leurs liens dans le domaine spatial. Cette coopération sera officialisée cet automne. Elle engagera les deux pays sur des programmes emblématiques et d'envergure, notamment l'exploration de la Lune.

Les sanctions occidentales mises en place contre la Russie suite à l'annexion de la Crimée en mars 2014 pénalisent l'économie russe à court terme. Toutefois, ces mesures éloignent la Russie du monde occidental et la poussent vers d'autres pays, comme la Chine et l'Inde. Dans le domaine spatial, malgré des relations de travail excellentes avec la Nasa et l'ESA (le programme de la Station spatiale internationale est un exemple de relations pragmatiques et intelligentes entre tous les partenaires), la Russie se tourne vers les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et d'autres pays comme l'Indonésie, les Émirats arabes unis, le Vietnam et l'Iran.

Dans ce contexte, la Russie et la Chine ont décidé de renforcer leurs partenariats dans le secteur spatial. Cet automne, ces deux pays signeront des accords de coopération pour la période 2018-2022 dans de nombreux domaines. Ils prévoient notamment une exploration commune de la Lune, d'importants transferts de technologies et des partenariats dans le domaine de l'accès à l'espace et le partage de données liées à l'observation de la Terre. Cependant, la Russie ne va évidemment pas réduire son avantage technologique en matière de nouvelles technologies spatiales.

Résoudre certains problèmes technologiques

Ces deux pays ont également décidé de rendre compatibles entre eux les systèmes de navigation et positionnement par satellites Glonass (Russie) et Beidou (Chine). Des stations sol de ces GPS russes et chinois seront notamment installées sur le territoire de chacun.

Pour la Chine, ces futurs partenariats arrivent à point nommé : ils pourraient l'aider à résoudre un certain nombre de problèmes technologiques clés pour les étapes futures de son programme spatial. En s'associant à la Russie, la Chine choisit ainsi une manière de contourner les effets des embargos et autres restrictions Itar auxquelles elle est encore soumise.

Russie : quand le bruit des bottes se fait plus fort aussi en Arctique

Des nouvelles images satellites, rendues publiques par CNN lundi, illustrent à quel point la Russie a renforcé sa présence militaire dans la région Arctique. Des révélations qui ont poussé le Pentagone à assurer que Washington surveillait la situation de très près. Car les enjeux sont multiples et importants.

"Nous surveillons l'activité militaire russe dans cette région de très près". Ces propos, tenus lundi 5 avril par le porte-parole du Pentagone John F. Kirby, ne concernaient pas les mouvements de troupes russes à la frontière ukrainienne qui inquiètent depuis plusieurs jours la communauté internationale. C'est une autre menace qui a retenu l'attention du ministère américain de la Défense en ce début de semaine : la militarisation russe de la région Arctique.

De nouvelles images satellites, obtenues lundi par la chaîne CNN et que France 24 a pu consulter, montrent des vieilles bases militaires de l'époque soviétique retapées, des stations radars flambant neuves installées non loin de l'Alaska et des pistes d'atterrissage qui sont apparues dans l'archipel des îles de Nouvelle-Sibérie.

"Paranoïa russe"

Ces photos, fournies par la société d'imagerie satellite Maxar, illustrent surtout tout le chemin parcouru par la Russie pour armer cette région depuis 2015. "Moscou a décidé d'en faire un enjeu stratégique à partir de 2016 et s'est mis à y rénover les anciennes bases de l'ère soviétique avant d'y ajouter de nouvelles installations. Ces images confirment l'ampleur de cet effort", indique Gustav Gressel, spécialiste des questions militaires russes au Conseil européen pour les relations internationales, contacté par France 24.

Les États-Unis voient d'un mauvais œil cette montée en puissance militaire à quelques centaines de kilomètres de leur territoire en Alaska. "Nous avons des intérêts de sécurité nationale évidents dans cette région que nous devons protéger et défendre", a averti John F. Kirby.

Si la situation en Arctique devient un nouvel enjeu de tensions militaro-diplomatiques entre Washington et Moscou, c'est avant tout à cause d'une certaine "paranoïa russe", assure Gustav Gressel. C'est, en effet, dans cette région que se trouve la flotte du nord, qui est la plus puissante des quatre flottes russes et constitue la colonne vertébrale de la dissuasion nucléaire maritime russe. "La Russie est obnubilée par un scénario catastrophe : elle craint qu'en cas de conflit avec les États-Unis, Washington cible en priorité cette flotte pour réduire à néant, ou presque, la capacité de riposte nucléaire russe. Auquel cas Moscou serait obligé de capituler aux conditions imposées par les États-Unis", résume Gustav Gressel.

La multiplication des installations militaires le long de la côte arctique russe servirait ainsi, d'après cet expert, à protéger au mieux la flotte du nord. Ce n'est pas un hasard si plusieurs des images satellites fournies par Maxar montrent de nouveaux complexes de hangars construits en bord de mer, capables d'abriter les sous-marins. "Dans l'esprit des militaires russes, il suffit qu'un seul sous-marin atomique réussisse à survivre à une frappe préemptive américaine pour qu'ils soient en mesure de riposter et continuer à se battre", souligne le chercheur du Conseil européen pour les relations internationales.

Drone Poséidon : le spectre de la "super arme" russe

Mais dans l'esprit américain, cette militarisation de l'Arctique n'est pas seulement à but défensif. Washington craint le spectre d'une arme avancée que la Russie serait en train de mettre au point dans l'une de ses bases tout au nord du pays.

"Plusieurs experts militaires occidentaux ont mis en garde contre une 'super arme' russe, le drone sous-marin nucléaire Poséidon, dont le développement avancerait rapidement et qui doit être testé à plusieurs reprises cette année", avance la chaîne CNN.

La Russie aurait commencé à construire une base secrète dans l'Arctique l'an dernier où seraient stockés ces drones Poséidon, dont le lancement, initialement prévu pour 2020, a été officiellement reporté à 2021.

Si ces nouvelles armes inquiètent tant, c'est qu'il s'agit "de drones capables de déjouer les systèmes américains de détection sous-marine et qui sont équipés de têtes explosives de plusieurs mégatonnes, d'après les médias officiels russes", résume CNN. En explosant, "elles peuvent créer des 'tsunamis' radioactifs au large des côtes américaines", soulignait en novembre 2020 Christopher A. Ford, l'ex-ministre délégué à la non-prolifération nucléaire de l'ancien président américain Donald Trump.

Mais pour Gustav Gressel, il faut savoir raison garder face aux "fanfaronnades militaires russes". Pour lui, les drones Poséidon sont probablement une réalité, mais beaucoup moins menaçante que ce que Moscou voudrait bien faire croire. Ils seraient, au mieux, des drones à propulsion nucléaire destinés à des missions de reconnaissance aux larges des côtes américaines.

Là encore, il faut tenir compte du contexte autour de ces annonces de "super armes". "La Russie craint, à tort ou à raison, la supériorité de l'armement américain et cherche à signer un accord global de réduction des armes avec les États-Unis. Mais pour l'instant, Washington, qui est en position de force, ne voit pas ce qu'il aurait à gagner à un tel traité", rappelle Gustav Gressel. Le nouveau président américain Joe Biden a, néanmoins, accepté, début février, de reconduire pour cinq ans le traité Start, qui impose à la Russie et aux États-Unis un nombre maximum d'armes nucléaires.

Les déclarations russes sur la mise au point de nouvelles armes "high tech" pourraient très bien être "une manière d'essayer de faire peur aux États-Unis pour les forcer à venir à la table des négociations", estime cet expert.

Un air de mer de Chine méridionale ?

Les États-Unis s'inquiètent aussi du renforcement du dispositif militaire russe en Arctique pour des raisons économiques. Avec la fonte accélérée des glaces dans cette région, la route maritime du Nord pourrait devenir, ces prochaines années, commercialement très intéressante.

Ce passage qui relie la Norvège à l'Alaska le long des côtes russes permettrait de diviser par deux le temps qu'il faut pour des navires marchands d'aller de l'Asie à l'Europe par rapport à la route qui passe par le canal de Suez. La multiplication des bases militaires russes permettrait de préparer le terrain à un contrôle de facto par la Russie du trafic maritime le long de cette route. "Les États-Unis n'ont aucune envie de voir se répéter dans cette région la même situation qu'en mer de Chine méridionale, où Pékin essaie d'imposer sa souveraineté en construisant un réseau d'installations militaires", estime Gustav Gressel.

C'est d'ailleurs ce que John F. Kirby semble suggérer lorsqu'il a affirmé, durant son point presse, que "personne n'a intérêt à ce que l'Arctique devienne une zone militarisée". Ce n'est pas tant un appel à la paix dans le monde des glaciers, qu'une mise en garde indiquant que les États-Unis sont prêts à défendre leurs intérêts économiques.

france24.com